



Commission scolaire
des Patriotes

Service du secrétariat général
et des communications

REVUE DE PRESSE

DU 21 AVRIL 27 AVRIL 2018

Transport scolaire : un vote à 100 % en faveur d'un nouveau contrat de travail de trois ans



Daniel Bastin
danielbastin@bell.net
(mailto:danielbastin@bell.net)

Le vendredi 27 avril 2018, 7h00



La nouvelle convention collective comprend notamment des augmentations salariales de 7,5 % réparties sur trois ans et assurera une certaine quiétude pour les parents dont les enfants utilisent ce transporteur scolaire.

Les parents d'élèves transportés par Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie ont poussé un soupir de soulagement au début de la semaine dernière puisqu'après des mois d'incertitude, la grève a été évitée la veille du déclenchement de la grève générale illimitée prévue le lundi 23 avril dernier.

Les employés de Sogesco travaillant pour Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie ont voté à 100 % en faveur d'un nouveau contrat de travail, évitant du coup bien des désagréments à la Commission scolaire des Patriotes et surtout à certains parents ainsi qu'à leurs enfants.

Selon l'entente, la nouvelle convention collective comprend notamment des augmentations salariales de 7,5 % réparties sur trois ans, alors que des améliorations en ce qui concerne le mode de rémunération des voyages, ainsi qu'une journée de congé de maladie supplémentaire ont été obtenues.

Rappelons à ce sujet que les conducteurs et conductrices d'autobus scolaires ont des salaires qui varient entre 20 000 \$ et 25 000 \$ par année. Ce nouveau contrat de travail permettra un certain rattrapage, notamment en ce qui a trait à l'Indice des prix à la consommation et il assurera une certaine quiétude pour les parents dont les enfants utilisent ce transporteur scolaire.

Pour ce qui est des salariés de Sogesco d'Autobus Rive-Sud division Longueuil, ils ont voté à 70 % en faveur d'un nouveau contrat de travail d'une durée de cinq ans, alors qu'ils bénéficieront d'augmentations de salaire de 11,5 % pour toute la durée du contrat. Ils ont également négocié les mêmes améliorations sur le mode de rémunération des voyages et le congé de maladie.

Les débrayages qui étaient prévus le lundi 23 avril auraient perturbé le transport de près de 2 500 élèves aux commissions scolaires Marie-Victorin, des Patriotes et à la CSDM (transport adapté).

LE JOURNAL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU

Beloeil 27 avril 2018 | 7°C

Accueil > Actualités > Voyage au Costa Rica: Une partie des fonds servira pour d'autres activités scolaires

26 AVRIL 2018

Voyage au Costa Rica: Une partie des fonds servira pour d'autres activités scolaires

Par: Karine Guillet



Le voyage des élèves a été annulé à la fin janvier après le désistement de deux des trois enseignante organisatrices pour des raisons personnelles. Photo:Gracieuseté

Les élèves impliqués dans le voyage humanitaire au Costa Rica annulé pourront utiliser une partie des sommes amassées à l'occasion de collectes de fonds pour payer des activités extrascolaires. Une partie des fonds amassés lors de campagnes de financement sera aussi versée à un organisme que les élèves auront choisi.

Selon une décision rendue par le conseil d'établissement mercredi dernier, l'école déduira d'abord des frais de 177 \$ par élève pour payer les frais des camps de formation et d'annulation du voyage. L'argent amassé lors de campagnes personnelles (comme la vente d'articles divers) pourra être utilisé par l'élève pour payer une partie de ses activités extrascolaires, transféré à un autre enfant de la fratrie pour un voyage futur ou donné par l'élève à un organisme en son nom personnel.

L'argent amassé lors de collectes de fonds collectives (comme l'emballage à l'épicerie ou la vente de cartes de Saint-Valentin), soit un peu plus de 12 000 \$, sera pour sa part donné à un organisme à but non lucratif de la région ou du Costa Rica, déterminé par les élèves.

«C'est une décision réfléchie, basée sur plusieurs avis, note la présidente du conseil d'établissement, Isabel Godard. C'est sûr que ça ne peut jamais satisfaire l'ensemble des gens, mais le conseil d'établissement a pris cette décision, d'une part, dans l'intérêt des élèves, d'autre part, en gardant en tête l'intention des donateurs quand ils font le don. C'est ce qui a guidé notre réflexion.»

Une mère déçue

La mère de l'une des ados impliquées dans les collectes de fonds, Julie Bouffard, s'est dite déçue de la décision du conseil. Elle déplore le fait de ne pas avoir été consultée tout au long du processus décisionnel. Selon la mère, les élèves ne disposeront pas de grand temps pour se consulter et décider à qui remettre les dons. Elle estime que sa fille retirera environ 800 \$ du processus, qu'elle pourra utiliser pour des activités extrascolaires, mais souligne que comme la fin de l'année approche, il sera difficile de dépenser l'argent avec les activités extrascolaires, croit-elle, alors qu'elle n'a pas d'autre enfant inscrit à Polybel. Mme Bouffard dit d'ailleurs avoir porté plainte au Protecteur de l'élève.

La directrice de l'école, Geneviève Richard, reconnaît pour sa part que les enfants n'ont pas été consultés. «C'est vrai, ça aurait dû être fait. C'est certain que pour la prochaine fois, il est prévu une rencontre où ils seront consultés et encadrés pour que ce soit organisé par l'école.»

Une décision délicate

Rappelons que le voyage à vocation humanitaire qui devait se tenir au début d'avril a dû être annulé à la fin janvier, lorsque deux des enseignantes responsables ont dû se désister pour des raisons personnelles. Après avoir d'abord décidé le 7 février que les sommes amassées lors de collectes de fonds pourraient être utilisées pour payer des activités extrascolaires, conservées pour payer les frais de voyage d'un autre membre de la fratrie ou distribuées à un organisme communautaire au choix de l'élève, le conseil d'établissement est finalement revenu sur sa décision le mois passé, choisissant de donner toutes les sommes à l'organisme en prévention des dépendances Arc-en-ciel.

Mme Richard souligne que c'est la portion collective des activités de financement qui a justifié ce retournement. L'école est d'ailleurs allée chercher des avis juridiques. La directrice de l'école soutient que la première décision avait d'ailleurs mené à des insatisfactions du côté des parents et des élèves. C'est à la suite de ces insatisfactions que la direction avait décidé d'aller chercher des avis externes.

Une décision qui a fait réagir des parents, alors que les élèves dont les parents avaient payé

l'entièreté du voyage de leur poche ont récupéré l'argent investi. Les parents déploraient le fait de n'avoir jamais été consultés ni impliqués dans le choix de l'organisme. Ils rageaient également sur le fait que l'école ne leur ait pas proposé d'autres options. Selon la directrice, l'école organisait déjà d'autres activités extrascolaires auxquelles les élèves auraient pu participer, comme le voyage à New York.

L'article 94 de la Loi sur l'éducation stipule par ailleurs que l'argent issu de collectes de fonds sollicitées au nom de la commission scolaire par le conseil d'établissement «doit être affecté à l'école». Il est d'ailleurs interdit de recevoir des dons pour une mission qui serait «incompatible avec la mission de l'école.» La remise à un organisme communautaire, si c'est relié à une activité de l'école et encadrée par celle-ci, est toutefois permise.

[Facebook](#)[Twitter](#)[Pinterest](#)[Plus d'options...](#)

Karine Guillet
kguillet@oeilregional.com



[Consulter tous les articles de Karine Guillet](#)

Voyage au Costa Rica annulé

Une partie des fonds servira pour d'autres activités scolaires

Karine Guillet | L'Oeil Régional

Les élèves impliqués dans le voyage humanitaire au Costa Rica annulé pourront utiliser une partie des sommes amassées à l'occasion de collectes de fonds pour payer des activités extrascolaires. Une partie des fonds amassés lors de campagnes de financement sera aussi versée à un organisme que les élèves auront choisi.

Selon une décision rendue par le conseil d'établissement mercredi dernier, l'école déduira d'abord des frais de 177 \$ par élève pour payer les frais des camps de formation et d'annulation du voyage. L'argent amassé lors de campagnes personnelles (comme la vente d'articles divers) pourra être utilisé par l'élève pour payer une partie de ses activités extrascolaires, transféré à un autre enfant de la fratrie pour un voyage futur ou

donné par l'élève à un organisme en son nom personnel.

L'argent amassé lors de collectes de fonds collectives (comme l'emballage à l'épicerie ou la vente de cartes de Saint-Valentin), soit un peu plus de 12 000 \$, sera pour sa part donné à un organisme à but non lucratif de la région ou du Costa Rica, déterminé par les élèves.

«C'est une décision réfléchie, basée sur plusieurs avis, note la présidente du conseil d'établissement, Isabel Godard. C'est sûr que ça ne peut jamais satisfaire l'ensemble des gens, mais le conseil d'établissement a pris cette décision, d'une part, dans l'intérêt des élèves, d'autre part, en gardant en tête l'intention des donateurs quand ils font le don. C'est ce qui a guidé notre réflexion.»

Parents déçus

La mère de l'une des ados impliquées dans les collectes de fonds, Julie Bouffard, s'est dite déçue de la décision du conseil. Elle

déplore le fait de ne pas avoir été consultée tout au long du processus décisionnel. Selon la mère, les élèves ne disposeront pas de grand temps pour se consulter et décider à qui remettre les dons. Elle estime que sa fille retirera environ 800 \$ du processus, qu'elle pourra utiliser pour des activités extrascolaires, mais souligne que comme la fin de l'année approche, il sera difficile de dépenser l'argent avec les activités extrascolaires, croit-elle, alors qu'elle n'a pas d'autre enfant inscrit à Polybel. Mme Bouffard dit d'ailleurs avoir porté plainte au Protecteur de l'élève.

La directrice de l'école, Geneviève Richard, reconnaît pour sa part que les enfants n'ont pas été consultés. «C'est vrai, ça aurait dû être fait. C'est certain que pour la prochaine fois, il est prévu une rencontre où ils seront consultés et encadrés pour que ce soit organisé par l'école.»

Une décision délicate

Rappelons que le voyage à vocation humanitaire qui devait se tenir au début d'avril a dû être annulé à la fin janvier, lorsque deux des enseignantes responsables ont dû se désister pour des raisons personnelles. Après avoir d'abord décidé le 7 février que les sommes amassées lors de collectes de fonds pourraient être utilisées pour payer des activités extrascolaires, conservées pour payer les frais de voyage d'un autre membre de la fratrie ou distribuées à un organisme communautaire au choix de l'élève, le conseil d'établissement est finalement revenu sur sa décision le mois passé, choisissant de donner toutes les sommes à l'organisme en prévention des dépendances Arc-en-ciel.

Mme Richard souligne que c'est la portion collective des activités de financement qui a justifié ce retournement. L'école est d'ailleurs allée chercher des avis juridiques. La directrice de l'école soutient que la première décision avait d'ailleurs mené à des insatisfactions du côté des parents et des élèves. C'est à la suite de ces insatisfactions que la direction avait décidé d'aller chercher des avis externes.

Une décision qui a fait réagir des parents, alors que les élèves dont les parents avaient

payé l'entièreté du voyage de leur poche ont récupéré l'argent investi. Les parents déploraient le fait de n'avoir jamais été consultés ni impliqués dans le choix de l'organisme. Ils rageaient également sur le fait que l'école ne leur ait pas proposé d'autres options. Selon la directrice, l'école organisait déjà d'autres activités extrascolaires auxquelles les élèves auraient pu participer, comme le voyage à New York.

L'article 94 de la Loi sur l'éducation stipule par ailleurs que l'argent issu de collectes de fonds sollicitées au nom de la commission scolaire par le conseil d'établissement «doit être affecté à l'école». Il est d'ailleurs interdit de recevoir des dons pour une mission qui serait «incompatible avec la mission de l'école». La remise à un organisme communautaire, si c'est relié à une activité de l'école et encadrée par celle-ci, est toutefois permise. ■

sommaire



Les élèves auront leur mot à dire dans la gestion de l'argent après l'annulation de leur voyage. Photo: Gracieuseté

Élections 2018

Simon Jolin-Barrette sollicite un deuxième mandat



Simon Jolin-Barrette. Photo: François Larivière

Le député sortant de Borduas, Simon Jolin-Barrette, briguera un deuxième mandat sous la bannière de la Coalition Avenir Québec (CAQ), a-t-il confirmé vendredi.

«Je peux vous assurer que ces passions pour le service et l'engagement publics m'habitent toujours», mentionne celui qui a d'ailleurs fait paraître son premier ouvrage, *J'ai confiance, Réflexions (sans cynisme) d'un jeune politicien*, le fruit de ses réflexions de jeune député, il y a quelques mois.

L'annonce survient alors que son parti est en tête de liste des intentions de vote depuis l'automne dernier. Selon un sondage Léger réalisé pour le réseau LCN au début du mois, la CAQ dominait encore dans les intentions de vote, à 34 %, malgré une perte de cinq points de pourcentage depuis janvier.

Au sein de sa formation politique, le député a été responsable de l'environnement, de la justice, de la réforme des institutions démocratiques, des affaires intergouvernementales canadiennes et de l'accès à l'information. Il s'est aussi vu récemment confier le dossier de la légalisation du cannabis.

Depuis son élection, M. Jolin-Barrette a présenté pas moins de 15 projets de loi à l'Assemblée nationale. Parmi les batailles menées, il a notamment lutté pour l'abolition des délais de prescription pour les victimes d'agression sexuelle qui souhaitent poursuivre au civil, pour une meilleure accessibilité à la justice, un meilleur encadrement des programmes de fidélité tels que Air Miles et la reconnaissance de présomption de paternité pour conjoints de fait.

Le député a travaillé sur le dossier d'une nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire, l'obtention de subventions pour le complexe aquatique à Belœil et la patinoire réfrigérée, en plus de mettre de l'avant le programme *Dans ma rue on joue*, qui a pris naissance à Belœil. (K.G) ■

Transport scolaire

La grève du 23 avril annulée

La grève prévue chez les employés de la société Autobus Rive-Sud qui devait s'amorcer pour une durée indéterminée ce lundi 23 avril a été annulée le dimanche en après-midi.

un texte de Frank Jr Rodi
frodi@versants.com

Les employés de la société Autobus Rive-Sud devaient être en grève à partir du 10 avril pour une durée indéterminée. Or, ils ont annoncé le 8 qu'ils reportaient leur mouvement au 23 avril. Finalement, il n'y aura pas eu de grève chez les chauffeurs d'Autobus Rive-Sud, qui ont approuvé leur nouveau contrat de travail.

« C'est à partir du vote de mardi que je pourrai ensuite vous indiquer si nous retournons en grève ou pas. » - Mario Dolan

Les travailleurs de Sogesco œuvrant pour Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie ont voté à 100 % en faveur d'un nouveau contrat de travail de 3 ans. La nouvelle convention collective propose, entre autres, des augmentations salariales de 7,5 % pour toute la durée du contrat.

Les salariés de Sogesco œuvrant chez Autobus Rive-Sud division Longueuil ont voté à 70 % en faveur d'un nouveau contrat de travail de 5 ans. Les travailleurs bénéficieront de hausses de salaire de 11,5 % pour toute la durée de l'entente.

« Il n'y a eu aucun déblocage à la table des négociations. Mais comme on est de bonne foi, nous voulons laisser une dernière chance aux négociations, avait mentionné le président de la Section locale 106 des Teamsters, Jean Chartrand. Les transporteurs scolaires ont jusqu'au 23 avril pour comprendre que leurs offres salariales sont inacceptables. » Ils se sont entendus le 22 avril.

La grève prévue lundi de la société Autobus Rive-Sud aurait concerné 1 274 jeunes de la Commission scolaire des Patriotes (CSP).



Une vingtaine de conducteurs d'autobus manifestaient devant les bureaux de leur employeur, sur la rue Marie-Victorin, à Saint-Bruno-de-Montarville. (Photo : Frank Jr Rodi)

AUTOBUS BRUNO-E GRISÉ : EN GRÈVE LE 17 AVRIL

De leur côté, les conducteurs d'autobus scolaires de la société Autobus Bruno-E Grisé Transport tenaient le 17 avril dernier une première journée de grève dans le cadre des négociations qui achoppent sur les salaires. Une vingtaine d'entre eux manifestaient devant les bureaux de leur employeur, sur la rue Marie-Victorin, à Saint-Bruno-de-Montarville. « Le sujet de notre revendication concerne principalement nos salaires, avait mentionné au journal le président du syndicat local, Mario Dolan. L'offre de l'employeur est d'environ 4,8 % d'augmentation sur 5 ans, dont rien pour la première année de contrat. C'est moins de 1 % par année, et c'est ridicule! »

La grève du 17 avril a touché 2 800 élèves. Au total, la CSP transporte 21 000 élèves quotidiennement.

Pour se préparer à cette journée de grève du 17 avril, la CSP répond qu'elle a diffusé quatre communications adressées aux parents afin de les aider à s'organiser. « La CSP tenait aussi à s'assurer de la sécurité des élèves. Des messages de rappel ont été publiés sur notre site Internet et sur notre page Facebook », avance

la conseillère en communications de la CSP, Maryse St-Arnaud. Aucune plainte de la part des parents se rapportant à cette situation n'a été adressée à la CSP.

Selon ce que le journal a appris lors de cette journée de grève, une rencontre avec l'employeur était prévue vendredi dernier (le 20 avril). « Il est prêt à déposer d'autres offres. Mais si nous n'arrivons pas à nous entendre, nous serons aussi en grève lundi et mardi prochains », évoque Mario Dolan. Les employés avaient aussi le mandat d'aller jusqu'à la grève générale illimitée.

UN ACCORD EN VUE?

Cependant, M. Dolan a révélé au journal lundi qu'une rencontre avec tous les membres était prévue ce mardi 24 avril. « Nous ne sommes finalement pas en grève aujourd'hui (lundi). Nous serons en assemblée demain matin afin de présenter un accord de principe à nos membres », souligne-t-il.

Les 32 membres de la société Autobus Bruno-E Grisé Transport voteront en faveur ou non de l'offre patronale qui a été proposée vendredi dernier. « Cette rencontre s'est bien déroulée »,

s'est contenté de dire le président du syndicat local.

« C'est à partir du vote de mardi que je pourrai ensuite vous indiquer si nous retournons en grève ou pas. Avant de déclencher une grève, nous voulons expliquer à nos membres ce qui nous est offert. »

Sur le territoire que couvre le journal *Les Versants*, ce sont les écoles Albert-Schweitzer, Arc-En-ciel, Aux-Quatre-Vents, CFR Richelieu, Collège Trinité, École de la Mosaïque, De Montarville, du Grand-Chêne, Du Moulin, du Tourne-Vent, L'Arpège, Le Rucher, Mgr-Gilles-Gervais et École secondaire du Mont-Bruno qui sont les établissements visés.

Question aux lecteurs :



Comment avez-vous fait face à la journée de grève du 17 avril?

REDACTION@VERSANTS.COM

Saint-Bruno-de-Montarville

Échos du conseil

La séance du conseil municipal de Saint-Bruno du 16 avril a compté quelques échanges houleux. Voici les faits saillants.

un texte de Marianne Julien
mjulien@versants.com

Le bal a commencé avec l'intervention de l'ancien conseiller André Besner à la période de questions. Celui-ci voulait « corriger les inexactitudes du maire et de M. Guevremont pour les propos qu'ils ont tenus lors du conseil du 19 mars » au sujet des dépenses en recherche et développement des conseillers municipaux.

Il défendait le fait qu'avec ces fonds, lui et Marilou Alarie avaient produit un bilan sur leur travail d'élus entre 2014 et 2017 pour la campagne électorale dans le respect de la loi et de l'esprit de la loi, et il demandait au maire de s'excuser.

Le maire n'a pas tenu à présenter ses excuses, donc André Besner a fait savoir qu'il déposera une plainte au ministère des Affaires municipales, à laquelle s'est jointe Marilou Alarie.

POINTS EN RAFALE

Vincent Fortier a été nommé maire suppléant pour la période du 1^{er} mai au 31 octobre. Amélie Fafard a aussi été nommée à titre de directrice des Finances par intérim en remplacement de Roger Robitaille.

Les élus ont adopté plusieurs points par rapport à la fermeture de rues pour des événements comme la Grande course autour du lac **de l'École De Montarville**, la Fête nationale, une fête de quartier et pour repousser l'heure de fermeture des parcs pour la saison estivale et y autoriser la vente et la consommation de boissons alcoolisées.

350 000 \$
C'est le montant de l'emprunt pour les travaux d'aménagement des carrefours giratoires.

La Ville a approuvé deux promesses d'achat dans le parc d'affaires Gérard-Filion pour COLO-D3 inc. et Gestion AdVimon inc.

DISSIDENCE SUR CERTAINS SUJETS

Les membres du conseil ont accepté le projet de complexe agricole d'Agriculture urbaine Saint-Bruno et confirmé l'appui financier de la Ville sous certaines conditions. Le projet n'a pas été accepté à l'unanimité, les membres de l'opposition considéraient qu'il fallait reporter



La Ville a adopté des points importants, tels que le règlement des travaux d'aménagement des carrefours giratoires. (Photo : archives)

cette décision afin d'obtenir plus d'informations telles que les états financiers du promoteur.

Le Règlement pour les travaux d'aménagement des carrefours giratoires et l'emprunt de 350 000 \$ a été adopté. Martin Murray assure qu'une demande sera faite au gouvernement pour que l'emprunt soit financé par le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). Marilou Alarie considérait que le montant était élevé, mais on a tenté d'expliquer que le montant de 350 000 \$ était un montant maximal et que ce ne serait pas nécessairement le coût exact.

TRAVAUX PUBLICS

La Ville a adjugé un contrat de réfection de la

toiture de la caserne à Lacasse et fils Maîtres Couvreurs inc. pour 93 849 \$. Un contrat de 104 253 \$ a été adjugé à Groupes Trilogues inc. pour la réfection du bâtiment des Loisirs et Ressources humaines et de la bibliothèque.

Le conseil a adopté des mesures d'amélioration de la mobilité active sur la rue De Chamby, entre le boulevard Seigneurial et la rue des Tilleuls. La largeur des voies de circulation sera réduite, il y aura un nouvel afficheur de vitesse et l'ajout de bollards et de balises pour l'aménagement de bandes cyclables unidirectionnelles. Finalement, les arrêts et le stationnement seront interdits sur le côté impair de la rue De Chamby.

Des appuis pour Marilou Alarie



BORDUAS – Candidate à l'investiture du Parti Québécois dans Borduas en vue des prochaines élections provinciales du 1^{er} octobre, Marilou Alarie a présenté ce lundi 23 avril, sa première allocution devant un parterre de militants, lors d'un cocktail de financement qui a eu lieu chez *Mouton Village*, à Saint-Charles-sur-Richelieu. Pour l'occasion, plusieurs aficionados en ont profité pour annoncer leur appui à la candidate.

Ainsi, se sont joints à la députée Catherine Fournier, cinq membres du conseil exécutif de Borduas, ainsi que plusieurs militantes et militants, qui composent le noyau de base de Marilou pour sa campagne à l'investiture. Il s'agit de Frédéric Bourbeau, Mona S. Morin, Carole Pronovost, Josée Duplessis et José Manuel Perea.

Dès l'annonce de sa candidature, Marilou Alarie a créé sa page Facebook, ***Marilou pour Borduas***, et s'est mise à l'œuvre pour rencontrer les membres et se faire connaître du plus grand nombre. Elle a commencé ses visites à la Maison Paul-Émile Borduas, à Mont-Saint-Hilaire, et fait un arrêt à l'**École**

internationale de McMasterville, où étudie sa fille, et commencé les visites des membres. Elle a assisté au concert bénéfice au profit de l'église (1792) à Saint-Denis-sur-Richelieu, où elle a rencontré plusieurs citoyens de ce village patriote.

Cette dernière a également participé à quelques investitures, notamment celle de Pointe-aux-Trembles, où Jean-Martin Aussant a été choisi par les militants et accompagné Catherine Fournier au déjeuner-causerie « Femmes en politique ».

Une chaude lutte à deux ?

Rappelons qu'un autre candidat, Cédric Gagnon-Ducharme, également membre du conseil exécutif du Parti Québécois de Borduas, a lancé sa campagne à l'investiture le 25 novembre dernier.



Cédric Gagnon-Ducharme

Le président du conseil exécutif de Borduas Jean-Guy Baril, tient à rappeler que ce seront les membres de l'association de Borduas qui décideront qui représentera le Parti Québécois de Borduas, lors d'une assemblée d'investiture dont la date sera déterminée prochainement et qui devrait se tenir au début du mois de juin.

JEUDI 26 AVRIL 2018

Manchettes: Encan municipal de Chambly le samedi 5 rr

Mercredi, 25 Avril 2018 15:47

Steeves Demers quitte Démocratie Chambly



(/media/k2/items/cache/bc4500266b4b7dcee7542f43f152ea0f_XL.jpg)

Steeves Demers.

Steeves Demers, chef de Démocratie Chambly, a annoncé aujourd'hui qu'il quittait la direction de son parti. Celui qui a fondé cette formation politique et qui a été défait à titre de maire lors de la dernière élection municipale de novembre 2017 sera remplacé dans l'intérim par Christian Huppé, candidat défait dans le district Louis-Franquet à la même élection et actuel commissaire scolaire de Chambly à la **Commission scolaire des Patriotes (CSP)**. Une course à la chefferie suivra, mais aucune date n'a été annoncée.

« Voilà maintenant plus d'une quinzaine d'années que je m'implique dans le milieu municipal. À titre de citoyen et d'élu municipal, j'ai consacré de grandes énergies à améliorer les services aux citoyens

afin d'accroître la transparence de l'administration et de favoriser une meilleure collaboration entre notre ville et les partenaires locaux et régionaux. Aujourd'hui, je prends une pause », a déclaré Steeves Demers dans un communiqué acheminé aux médias.

L'ancien conseiller municipal de 2005 à 2013, d'abord avec Action Chambly puis à titre d'indépendant, a été candidat à la mairie aux deux dernières élections municipales. En 2013 il s'était présenté comme candidat à la mairie indépendant avant d'être défait au scrutin. En 2016, il était revenu dans la mêlée en fondant le parti politique Démocratie Chambly. Il a été battu à nouveau aux élections de 2017, mais deux candidats de son parti ont été élus. Il s'agit d'Alexandra Labbé et Mario Lambert.

M. Demers dit partir avec la fierté d'avoir réuni la plus formidable des équipes lors de l'élection de novembre dernier. « Nous avions un programme complet et à la hauteur de nos plus belles aspirations pour Chambly. Nous nous sommes distingués de nos adversaires, en faisant une campagne positive tout en interpellant l'administration en place sur les enjeux de l'heure. Démocratie Chambly est bien vivant et plus que jamais une voix pour ces citoyens, organismes et employés qui n'en peuvent plus d'une administration opaque et sourde aux besoins de ses citoyens », a-t-il exprimé, écorchant au passage l'actuel maire de Chambly Denis Lavoie. Ce dernier a d'ailleurs souhaité ne pas faire de commentaires sur le départ de M. Demers. Soulignons au passage que la dernière campagne électorale a été assez acrimonieuse entre les deux adversaires.

Publié dans la rubrique Actualités politiques (/politique/content/27-actualites-politiques/)



QUI IRA À LA NOUVELLE ÉCOLE DE MONT-SAINT-HILAIRE?



Dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire, la Commission scolaire des Patriotes (CSP) doit identifier les élèves qui y seront scolarisés. Pour ce faire, le Conseil des commissaires de la CSP vient d'autoriser une démarche de consultation afin de planifier la répartition des élèves entre les quatre écoles primaires de Mont-Saint-Hilaire et l'école primaire d'Otterburn Park qui accueilleront les élèves à compter de l'année scolaire 2019-2020.

QU'EST-CE QU'UN PLAN DE RÉPARTITION?

Chaque école de la CSP possède un territoire distinct comprenant un ensemble de rues déterminées. Il s'agit d'un plan de répartition des élèves entre les écoles d'un même secteur. Ainsi, chaque école devient l'école de secteur (de quartier) pour les élèves qui habitent ces rues. Avec l'ouverture d'une quatrième école primaire à Mont-Saint-Hilaire pour la rentrée 2019, la CSP doit revoir ce plan pour l'ensemble des municipalités de Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park afin de déterminer quelles rues appartiendront à la nouvelle école.

LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

Les membres des conseils d'établissement et les parents des écoles primaires des deux municipalités pourront donner leurs avis et leurs commentaires à deux reprises au cours de la démarche de consultation qui se terminera le 8 juin prochain.

1re étape : du 24 avril au 9 mai

Quatre scénarios sont soumis à une étape de validation afin d'obtenir des commentaires et des propositions de modification de la part des membres des conseils d'établissement et des parents. Les scénarios sont disponibles sur le site de la CSP, sous la rubrique « Nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire ».

2e étape : du 18 mai au 8 juin

Les commentaires obtenus au cours de la 1re étape permettront d'élaborer une ou des hypothèses de plan de répartition des élèves entre les écoles primaires qui seront ensuite soumises à la consultation officielle. Les parents et les conseils d'établissement seront alors invités à donner un avis en faveur de l'une ou l'autre de ces hypothèses.

Comment les parents peuvent-ils participer aux deux étapes de consultation?

Les parents peuvent participer aux deux étapes de la consultation en faisant part de leur point de vue au conseil d'établissement de leur école ou en transmettant leurs commentaires par écrit à l'une des directions des écoles primaires de Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park.

Après analyse des avis reçus lors de la consultation officielle, les membres du Conseil des commissaires prendront une décision le 26 juin, qui sera annoncée sur le site Web de la CSP le 27 juin 2018. Le nouveau plan de répartition sera en vigueur à compter de l'année scolaire 2019-2020.

Pour plus de détails au sujet de cette démarche de consultation et afin de demeurer informés de l'état d'avancement des travaux de construction de la nouvelle école, consultez le csp.ca, sous « Nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire »

Nouveau contrat de travail chez Autobus Bruno-E Transport



Marianne Julien

mjulien@versants.com

(<mailto:mjulien@versants.com>)

Le mardi 24 avril 2018, 16h18



La grève est terminée pour les employés d'Autobus Bruno-E Transport.

Crédit photo : Archives

Saint-Bruno-de-Montarville

Les travailleurs d'Autobus Bruno-E Grisé Transport ont conclu un nouveau contrat de travail avec leur employeur, mettant fin aux débrayages.

Après une assemblée avec tous les membres qui se tenait ce matin, Mario Dolan, président du syndicat local, a annoncé aux Versants que l'offre de l'employeur a été acceptée par une majorité des salariés, soit 66 %.

La nouvelle convention collective propose des augmentations salariales de 8,5 % sur cinq ans. Rappelons que la première offre de l'employeur était d'environ 4,8 % d'augmentation sur cinq ans, soit moins de 1 % par an.

Mario Dolan se dit satisfait du dénouement. « On est contents que ça soit terminé autant pour les travailleurs que pour les élèves et les parents touchés par les débrayages », a-t-il déclaré.

Rappel

Les employés d'Autobus Bruno-E Grisé Transports ont fait la grève le 17 avril, qui a touché environ 2800 élèves.

Ils prévoyaient entrer en grève le 23 et le 24 avril si les nouvelles offres de l'employeur, présentées la semaine dernière, n'étaient pas satisfaisantes.

Comme les autres transporteurs scolaires, le cœur des négociations concernait les salaires. C'est ce matin que l'accord de principe a été présenté aux 32 membres, puis acceptée.

Ainsi, il n'y a plus de menace de grève pour les élèves de la **Commission scolaire des patriotes.**



ADOptez le rythme 2018 : un événement gratuit à ne pas manquer pour tous les ados de la région !



Le vendredi 11 mai prochain, de 18 h 30 à 22 h, les jeunes de la région pourront festoyer en grand nombre au parc Lorne-Worsley dans le cadre de la soirée ADOptez le rythme. Cet événement en plein air, une création originale du comité, s'adresse aux ados de 12 à 17 ans qui ont le goût de bouger !

L'événement propose une série d'activités pour mettre les jeunes à l'épreuve : essai de drone, soccer bulle, réalité virtuelle, défi hamsterball, bungee run, laser tag et plusieurs autres activités à découvrir !

ADOptez le rythme, c'est aussi une soirée où les ados seront invités à mettre leur talent de danseur à l'honneur grâce à la mise en place d'un dancefloor à ciel ouvert.

Les organismes jeunesse de la région ont également été invités pour bonifier la programmation en animant des activités interactives créées spécialement pour l'occasion. Les adolescents de la région pourront découvrir ces organismes sous un angle des plus dynamiques entre 18 h 30 et 20 h 30.

Venez en grand nombre à l'événement ADOptez le rythme fait par et pour les jeunes. Les jeunes de 12 à 17 ans de la région sont tous invités à faire partie de la fête le vendredi 11 mai prochain ! En cas de pluie, l'événement se déroulera à l'intérieur de l'école secondaire **Polybel**.

Nous remercions les partenaires suivants : Club Optimiste de Beloeil, L'arc-en-ciel, L'Aubainerie, Exo Drone Montérégie, Sports Expert, Matthew Dubé, député Beloeil-Chambly, Simon Jolin-Barette, député de Borduas, Vergers Paul Jodoin, Aliments Algatom, Subway.

Pour toutes informations, trouvez l'événement Facebook ADOptez le rythme ou visitez le loisirs.beloeil.ca.

Pour voir le site de l'article :

<http://www.tvanouvelles.ca/2018/04/24/des-professeurs-frappes-et-insultes-a-lecole-1>

Des professeurs frappés et insultés à l'école

Dominique Scali | Agence QMI

– Agence QMI

| Publié le 24 avril 2018 à 04:22 – Mis à jour le 24 avril 2018 à 04:25



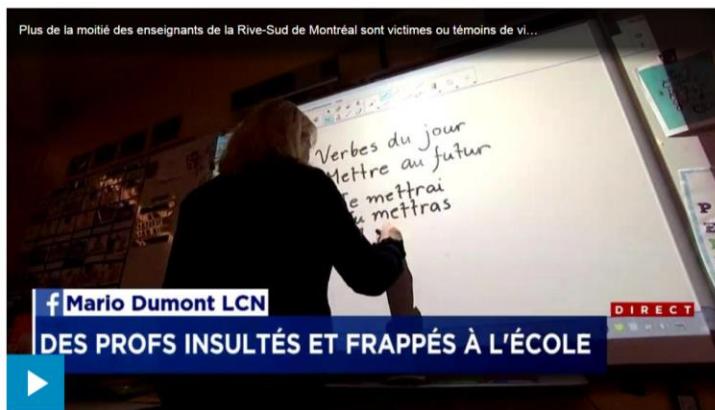
Une élève qui poursuit son prof en brandissant des ciseaux. Un autre qui donne un coup de poing en plein visage à une intervenante. Plus de la moitié des enseignants de la Rive-Sud de Montréal sont victimes ou témoins de ce genre de violence au quotidien, révèle un sondage.

«Crisse de folle» est le genre d'insulte que Martine a l'habitude de recevoir de la part d'un de ses élèves. Parfois, il lui lance un cahier à la tête, des crayons ou une boîte à lunch. Elle préfère taire son vrai nom, de peur de perdre son emploi.



«Dans la classe d'à côté, un élève a donné un coup de poing en plein visage à une éducatrice spécialisée. Moi-même, j'ai mangé des coups à la mâchoire en voulant aider une collègue avec un enfant désorganisé.» Elle enseigne pourtant dans une classe ordinaire au sein d'une école primaire d'un quartier moyennement favorisé de la Rive-Sud.

Ce genre de situations, la majorité des enseignants en ont vécu, révèle un sondage réalisé auprès de 500 personnes qui travaillent dans les écoles des commissions scolaires Marie-Victorin, des **Patriotes** et Vallée-des-Tisserands.



Un enseignant sur deux a été victime ou témoin de violence physique dans la dernière année. La proportion grimpe à trois sur quatre quand on se penche sur la violence verbale.

Par ce sondage, le Syndicat de Champlain souhaite dénoncer le manque de «leadership» des directions et commissions scolaires, et interpeller le ministère de l'Éducation. Une campagne intitulée *Pu capable* sera d'ailleurs lancée aujourd'hui.

Ce portrait reflète probablement la réalité dans l'ensemble des écoles du Québec, croit Éric Gingras, président du syndicat. «Maintenant, vous allez faire quoi ?»

Banalisés

La recrudescence de la violence envers le personnel scolaire est un phénomène que M. Gingras observe depuis une dizaine d'années. Ce qui est nouveau, c'est que ces incidents sont de plus en plus niés ou banalisés par les directions d'école, remarque-t-il.

«Des profs se font dire: ce n'est pas si pire. C'est un enfant [de maternelle]. Il ne lance pas aussi fort qu'en 6e année.»

Plus d'un sur trois (37 %) a d'ailleurs l'impression que son employeur ne prend pas les moyens nécessaires pour empêcher cette violence. Or, certains incidents sont si graves ou si répétitifs que des enseignants peuvent vivre un choc post-traumatique et en viennent à craindre d'entrer dans leur classe. Certains vont tomber en maladie, alors que les écoles sont déjà en pénurie de personnel.

«J'ai beau savoir que l'élève ne cherche pas à me faire du mal et que je ne dois pas le prendre personnel. Mais je reste humaine. Ça me fait une grafigne [psychologique]», témoigne Martine.

Violence à l'école

Proportion d'enseignants victimes ou témoins:

Violence physique: 57 %

Violence verbale: 77 %

Témoignages d'enseignants*

«Une élève m'a fait des menaces de mort: "Je vais te poignarder." Elle s'est avancée vers moi avec des ciseaux à la main et elle a tenté de m'atteindre. Elle a couru après moi dans le corridor pour me blesser.»

– école secondaire, janvier 2017

«Un élève [...] sort et prend une pelle pour enfant qui est accrochée dans le corridor et il me frappe aux côtes.» –

– école primaire, janvier 2018

«Lors de la récréation, j'interviens auprès d'un enfant qui agresse d'autres enfants [...] Il me donne de multiples coups à la tête. J'ai été transportée en ambulance, je suis en arrêt de travail: commotion cérébrale et choc psychologique.»

– école primaire, mars 2018

«Je ne peux plus vivre dans une atmosphère de travail aussi inquiétante et peu sécurisante [...] Je suis à bout de tout ça !» – école primaire, novembre 2017

**Tirés de déclarations d'enseignants, de techniciens ou d'éducateurs en service de garde sur des événements reliés à la santé et la sécurité au travail.*

Pour voir le site de l'article :

<http://www.tvanouvelles.ca/2018/04/24/des-professeurs-frappes-et-insultes-a-lecole-1>

Des professeurs frappés et insultés à l'école

Dominique Scali | Agence QMI

– Agence QMI

| Publié le 24 avril 2018 à 04:22 – Mis à jour le 24 avril 2018 à 04:25



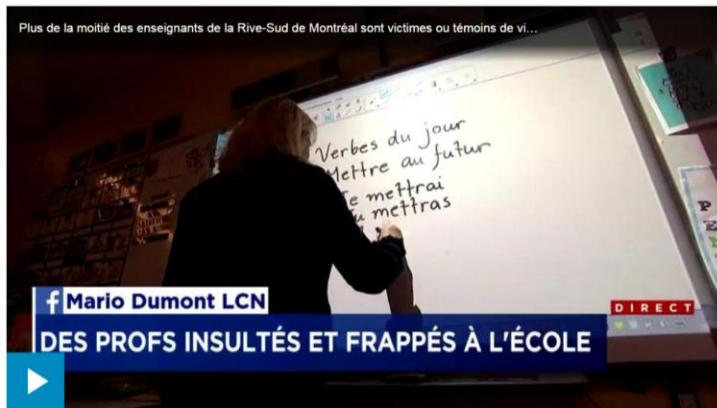
Une élève qui poursuit son prof en brandissant des ciseaux. Un autre qui donne un coup de poing en plein visage à une intervenante. Plus de la moitié des enseignants de la Rive-Sud de Montréal sont victimes ou témoins de ce genre de violence au quotidien, révèle un sondage.

«Crisse de folle» est le genre d'insulte que Martine a l'habitude de recevoir de la part d'un de ses élèves. Parfois, il lui lance un cahier à la tête, des crayons ou une boîte à lunch. Elle préfère taire son vrai nom, de peur de perdre son emploi.



«Dans la classe d'à côté, un élève a donné un coup de poing en plein visage à une éducatrice spécialisée. Moi-même, j'ai mangé des coups à la mâchoire en voulant aider une collègue avec un enfant désorganisé.» Elle enseigne pourtant dans une classe ordinaire au sein d'une école primaire d'un quartier moyennement favorisé de la Rive-Sud.

Ce genre de situations, la majorité des enseignants en ont vécu, révèle un sondage réalisé auprès de 500 personnes qui travaillent dans les écoles des **commissions scolaires** Marie-Victorin, des **Patriotes** et Vallée-des-Tisserands.



Un enseignant sur deux a été victime ou témoin de violence physique dans la dernière année. La proportion grimpe à trois sur quatre quand on se penche sur la violence verbale.

Par ce sondage, le Syndicat de Champlain souhaite dénoncer le manque de «leadership» des directions et commissions scolaires, et interpeller le ministère de l'Éducation. Une campagne intitulée *Pu capable* sera d'ailleurs lancée aujourd'hui.

Ce portrait reflète probablement la réalité dans l'ensemble des écoles du Québec, croit Éric Gingras, président du syndicat. «Maintenant, vous allez faire quoi ?»

Banalisés

La recrudescence de la violence envers le personnel scolaire est un phénomène que M. Gingras observe depuis une dizaine d'années. Ce qui est nouveau, c'est que ces incidents sont de plus en plus niés ou banalisés par les directions d'école, remarque-t-il.

«Des profs se font dire: ce n'est pas si pire. C'est un enfant [de maternelle]. Il ne lance pas aussi fort qu'en 6e année.»

Plus d'un sur trois (37 %) a d'ailleurs l'impression que son employeur ne prend pas les moyens nécessaires pour empêcher cette violence. Or, certains incidents sont si graves ou si répétitifs que des enseignants peuvent vivre un choc post-traumatique et en viennent à craindre d'entrer dans leur classe. Certains vont tomber en maladie, alors que les écoles sont déjà en pénurie de personnel.

«J'ai beau savoir que l'élève ne cherche pas à me faire du mal et que je ne dois pas le prendre personnel. Mais je reste humaine. Ça me fait une grafigne [psychologique]», témoigne Martine.

Violence à l'école

Proportion d'enseignants victimes ou témoins:

Violence physique: 57 %

Violence verbale: 77 %

Témoignages d'enseignants*

«Une élève m'a fait des menaces de mort: "Je vais te poignarder." Elle s'est avancée vers moi avec des ciseaux à la main et elle a tenté de m'atteindre. Elle a couru après moi dans le corridor pour me blesser.»

– école secondaire, janvier 2017

«Un élève [...] sort et prend une pelle pour enfant qui est accrochée dans le corridor et il me frappe aux côtes.» –

– école primaire, janvier 2018

«Lors de la récréation, j'interviens auprès d'un enfant qui agresse d'autres enfants [...] Il me donne de multiples coups à la tête. J'ai été transportée en ambulance, je suis en arrêt de travail: commotion cérébrale et choc psychologique.»

– école primaire, mars 2018

«Je ne peux plus vivre dans une atmosphère de travail aussi inquiétante et peu sécurisante [...] Je suis à bout de tout ça !» – école primaire, novembre 2017

**Tirés de déclarations d'enseignants, de techniciens ou d'éducateurs en service de garde sur des événements reliés à la santé et la sécurité au travail.*

Violence et intimidation contre le personnel de l'éducation : tous coupables, parents comme élèves

Par Alice Chantal Tchandem Kamgang | francais@rcinet.ca

mardi 24 avril, 2018 , [Aucun commentaire ↓](#)

RCI

RADIO CANADA
INTERNATIONAL



Le syndicat de Champlain (CSQ), qui regroupe plus de 10 500 membres issus du domaine de l'éducation, personnel enseignant et de soutien scolaire, qui travaillent pour les commissions scolaires des Patriotes, Marie-Victorin et de la Vallée-des-Tisserands, sur la Rive-Sud de Montréal, tire la sonnette d'alarme sur un phénomène qui porte un préjudice important à la qualité des services qu'ils offrent au sein des établissements : la violence et l'intimidation qui frappent plus d'un personnel enseignant sur deux.

Des attaques qui revêtent plusieurs formes

La violence et l'intimidation contre le personnel enseignant, le personnel de soutien et autres personnels des services de garde, dans certains établissements scolaires appartenant aux commissions scolaires au sud de Montréal, a pris des proportions inquiétantes.

Comme l'a indiqué le président du Syndicat de Champlain, Éric Gingras, il se passe rarement une journée sans qu'il y ait des appels de membres se plaignant d'avoir été victimes d'un incident de ce genre dans les écoles.

Ces incidents, qui sont souvent physiques ou verbaux, sont le fait aussi bien des élèves que des parents.

Ainsi, parmi les incidents physiques, des enseignants ou des personnels de services de garde ont souvent mentionné avoir été mordus par des enfants en colère, d'autres se sont vus proférer des menaces par les parents qui téléphonent ou se présentent physiquement en face d'eux.

D'autres incidents physiques et verbaux impliquent des jeunes qui profèrent des injures ou tout autre propos agressif vis-à-vis des enseignants et autres personnels administratifs, leur lacent un pupitre ou un seau de recyclage, etc.



Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain. Photo CSQ

Des faits qui ne sont pas de nature à favoriser un climat de travail serein au sein des établissements, déplore M. Gingras.

Au-delà des histoires entendues, des dossiers qui s'accumulent, des arrêts de travail qui se multiplient et des cas d'invalidité qui se multiplient, nous avons désormais des données claires et probantes sur l'état des lieux, un portrait quantifiable de ce que vit le personnel de l'éducation. Et il faut que ça change ! L'employeur a la responsabilité de respecter la Loi sur la santé et la sécurité du travail et donc, d'assurer un milieu de travail adéquat, sain, respectueux et exempt de violence et d'intimidation.

— Éric Gingras, président du Syndicat de Champlain. Photo CSQ

Après avoir vécu des situations de détresse psychologique importantes, certains personnels ont décidé d'abandonner leurs métiers en milieu scolaire et de changer de carrière, pour se mettre à l'abri d'une situation qui porte atteinte à leur intégrité physique et morale.

Écoutez

À noter:



(Istock). C'est grâce à un sondage Léger sur la reconnaissance, charge de travail, la prévalence de violence (physique et verbale) et de cas d'intimidation sur les lieux de travail et sur les relations avec le personnel de direction, que le Syndicat de Champlain a pu réaliser les principaux constats suivants :

Plus d'une personne sur deux a été témoin ou victime de violence physique dans son école ou son centre;

Près de trois personnes sur quatre ont été témoin ou victime de violence verbale dans leur établissement;

Plus d'une personne sur deux a été témoin ou victime d'intimidation dans son milieu, une fois sur trois par son supérieur;

Plus d'une personne sur quatre qualifie le climat de travail dans son milieu de mauvais. La proportion monte à une personne sur trois chez le personnel enseignant.

L'Immobilisme de certains établissements dénoncé

Le président du CSQ remet en cause le mutisme de certains établissements scolaires en face d'un phénomène qui mine la qualité du travail et la santé du personnel dans les établissements scolaires.

Selon lui, les directions des écoles et les commissions scolaires devraient intervenir ou agir davantage pour mettre un terme à cette situation.

Au niveau du ministère de l'Éducation, des efforts sont également attendus, notamment en ce qui concerne le déploiement de bonnes ressources pour mettre en œuvre les plans d'action pensés pour contrer ce phénomène.

Le syndicat entend élaborer sous peu une série de mesures pour tenter de venir à bout du problème:

Il sollicitera, dès les prochaines semaines, des rencontres avec les services des ressources humaines et les directions générales des commissions scolaires sur son territoire pour leur faire part des constats de l'étude et pour les interpeller sur les mesures qu'ils comptent prendre pour assumer leurs responsabilités et s'assurer de remédier à cette situation

Dès la rentrée scolaire 2018-2019, il mettra en œuvre une nouvelle procédure d'intervention, élaborée au cours des derniers mois grâce au travail de collaboration entre les différents services, sections et ressources du Syndicat,

Désormais, peu importe la commission scolaire, toutes les situations dénoncées qui toucheront la santé et la sécurité du travail seront traitées de la même façon, afin de maximiser l'efficacité d'intervention.

Le niveau de tolérance, en ce qui concerne les agressions physiques, verbales, et autre intimidation sera ramené à zéro, car il y va de la santé et de la sécurité des personnes au travail.

Lire aussi :

ENTREVUE à RC Internationalnet.ca

Mardi 24 avril 2018

Journaliste : Alice Chantal Tchandem Kamgang



Pour écouter l'entrevue avec Éric Gingras, président du syndicat de Champlain.

[Cliquez ici](#)

Durée de l'entrevue : 5 min. 06 sec.



1968-2018
De Mortagne,
plus qu'une école
souligne certains parcours

**Pierre Moreau,
ministre de l'Énergie
et des Ressources naturelles**

Le ministre Pierre Moreau a fréquenté l'école secondaire De Mortagne au début des années 1970. Ce qui l'a le plus frappé lors de son entrée, c'est l'immensité de l'édifice.

« Moi qui avais fait mon primaire à l'école Ludger-Duvernay, à Verchères, et mes première et deuxième années du secondaire à l'école Marie-Victorin, à Varennes - deux écoles de taille similaire - je me demandais comment on pouvait concentrer autant d'élèves et assurer une éducation de qualité dans un si grand établissement, tel que De Mortagne.

J'étais également impressionné par l'ensemble des équipements. L'école était jeune, et il y avait des laboratoires très bien équipés, surtout celui de chimie. Je me rappelle de la radio étudiante qui diffusait dans la cafétéria et des danses les vendredis. C'était pour moi qui étais un peu de la campagne - de Verchères -, l'initiation à la modernité. C'était mon passage d'une époque à une autre. Je me souviens des gens qui ont marqué cette école, notamment Mme St-Louis, qui était la



Pierre Moreau est ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre responsable du Plan Nord et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

directrice du quatrième secondaire; M. Lafrenière, professeur de français; Mme Castonguay, enseignante d'anglais; M. Bussière, professeur d'éducation physique; le gardien de sécurité qui avait pour surnom «Manic»; et Mme Good, professeur d'histoire, qui avait vécu des moments très difficiles à la suite d'un épisode de violence à l'école. (Elle avait été atteinte par un projectile d'arme à feu tiré par un élève.)

J'ai connu là des gens avec qui j'ai noué de belles amitiés. Il y a quelques noms que j'ai aussi en mémoire, soit parce que nous avons fait ensemble les 400 coups, ou la bringue.»

Diane Lapointe

**Soirée théâtre 26 avril 2018 - Petit déjeuner compris -
Pour réserver 450-655-7311 poste 11702**

**Stéphane Bergeron,
député de Verchères**

Le député Stéphane Bergeron avoue sans détour que c'est à De Montagne qu'il a commencé à apprécier l'école. Il y a fait tout son secondaire, de 1977 à 1982.

« Bien que j'aie toujours eu de bons résultats (ma mère étant extrêmement exigeante sur la qualité des résultats scolaires), l'amour pour l'école s'est développé au fil des ans, et c'est surtout en cinquième secondaire que j'ai «pongé» la piqûre.



Stéphane Bergeron a été député fédéral, ministre de la Sécurité publique et est maintenant, par ailleurs, vice-président de la Commission des institutions, porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique, de relations internationales et de Francophonie.

J'ai toujours en tête l'amour du métier des enseignants et leur désir de voir leurs élèves réussir. Certains enseignants m'ont d'ailleurs marqué. Ils ont probablement eu une incidence sur ce que je suis devenu, non pas comme politicien, car je n'avais pas prévu l'être, mais sur le choix que j'ai fait au niveau des études supérieures. Louis Daigleau, enseignant en histoire contemporaine, a eu une influence sur mon choix de me diriger en relations internationales à l'université. D'autres professeurs, dont Jacques Lebrun, enseignant en géographie, ainsi que Marcelle Desmarais, enseignante en mathématiques - matière que je n'appréciais pourtant pas particulièrement - ont également marqué mon cheminement.

Le milieu scolaire lui-même a aussi été déterminant pour moi. Avant la cinquième secondaire, je me suis notamment impliqué au journal étudiant. À la fin de mon parcours secondaire, j'ai décidé de me joindre à l'équipe de football qui était alors en gestation à l'école. Ce fut un virage des plus bénéfiques quant à mon appréciation de mon passage à De Montagne.

J'en ai donc conservé d'excellents souvenirs, à tel point que nous avons fait le choix d'envoyer notre fille à l'école publique.» M. Bergeron est bachelier en science politique, profil relations internationales, en plus de détenir une maîtrise en science politique, spécialisée en relations internationales.

Diane Lapointe



Déjeuner du maire du 5 mai à l'école secondaire De Mortagne

La Ville de Boucherville vous convie au Déjeuner du maire qui se tiendra à l'école secondaire De Mortagne le 5 mai prochain à 9h.

Le Déjeuner du maire est l'occasion pour les résidants de connaître les dernières actualités et activités municipales et d'échanger avec les membres du conseil municipal autour d'un petit déjeuner continental tout en découvrant ou redécouvrant des lieux publics de Boucherville.

50e anniversaire de l'école secondaire De Mortagne

2018 marque le 50e anniversaire de l'école secondaire De Mortagne. Tout au long de l'année, plusieurs événements

seront organisés afin de mettre en valeur l'établissement ainsi que les élèves, les enseignants et les employés qui y ont fait leur passage. Venez découvrir ce qui vous attend dans le cadre des festivités.

De plus, savez-vous que depuis sa construction en 1968, l'établissement a accueilli plus de 100 000 élèves? Profitez du Déjeuner du maire pour venir rencontrer des représentants de l'école qui vous en diront davantage sur les opportunités pédagogiques et sportives qui s'offrent aux étudiants.

C'est donc un rendez-vous le 5 mai prochain! Prenez note que les portes ouvriront à compter de 8h30.

Les élèves de l'Impact ont « slamé » avec MC June

Diane *Lapointe*

Des élèves de l'école orientante l'Impact ont été initiés au *slam* avec la visite, la semaine dernière, de MC June. Une belle façon de les motiver à prendre la plume.



Le slameur et rappeur a animé trois ateliers auprès d'élèves de troisième secondaire des groupes de l'enseignante Carmel Bouchard.

Durant ces périodes, MC June a «slamé» et parlé de son métier. Il a amené les élèves à réfléchir sur certains thèmes, à jouer avec les mots pour les inspirer et pour finalement les inviter à écrire un *slam*. MC June leur a également révélé, entre autres, que lorsqu'il était au secondaire, le français était la matière la plus difficile pour lui, alors qu'aujourd'hui, il offre des ateliers d'écriture. Il a de plus insisté sur l'importance de bien connaître l'orthographe ainsi que la langue anglaise.

« Pour certains élèves, c'était la première fois qu'ils componaient un texte poétique, expressif, et surtout avec intérêt », a mentionné Mme Bouchard. Elle avait fait une

Le slameur MC June qui a rencontré des élèves de l'école orientante MC June.



L'atelier met la poésie des temps modernes à la portée des jeunes. Les participants sont amenés à écrire des poèmes et à «slamer» devant leurs pairs. Ici, on reconnaît Jérémie Roy qui rédige un slam coaché par MC June.

demande auprès de l'organisme Culture pour tous dans le cadre du programme Passeur de rêves, pour inviter l'artiste. «On les a amenés à écrire. Ils n'ont pas senti de contraintes, ça coulait tout seul et ils étaient libres de choisir le sujet. Ce type d'activités contribue à motiver les élèves et à contrer le décrochage », souligne-t-elle.

D'autres élèves de l'école se sont par la suite joints à l'artiste pour faire du *freestyle* et *slamer*.

Questionné sur l'impact de ses ateliers, MC June a expliqué qu'il ne pouvait le constater sur le moment, mais parfois plus tard. « Il m'est arrivé de remettre en question la pertinence de mes ateliers, jusqu'au

jour où j'ai rencontré une professeure qui m'a raconté qu'à la suite de mon passage à l'école de sa fille, en cinquième année du primaire, celle-ci a pris goût à l'écriture. Aujourd'hui, elle compose plein de *slams*, alors qu'elle n'avait jamais écrit. J'ai trouvé ça cool, et j'ai réalisé que ce sont des trucs que tu envoies dans l'univers et qui font leur cheminement. »

Depuis 2010, MC June a donné plus de 180 performances scéniques et plus de 500 ateliers en milieu scolaire, centres jeunesse, maisons des jeunes, centres pour personnes âgées et bibliothèques, au Québec, mais aussi aux États-Unis, en Autriche, Suisse, Arménie et Russie.



Plusieurs règlements adoptés sur la refonte du Plan d'urbanisme à Boucherville

Daniel **Hart**

Le conseil municipal de Boucherville a adopté la semaine dernière une série de règlements qui s'inscrivent dans la refonte du Plan d'urbanisme. Ceux-ci touchent le zonage, le lotissement, les contributions effectuées à des fins de parc, terrains de jeux et milieux d'intérêt écologique, la construction, les permis et certificats d'autorisation, les dérogations mineures, les plans d'implantation et d'intégra-

tion architecturale, les plans d'aménagement d'ensemble, les usages conditionnels de même que les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

La Ville a amorcé la démarche de refonte de son Plan d'urbanisme à l'automne 2014. L'adoption des règlements décrits ci-dessus constitue une première étape pour entériner cette politique. Les citoyens sont conviés à une soirée de consultation publique sur ce thème le 23 mai prochain au Centre mul-

tifonctionnel Francine-Gadbois. La Ville tiendra également une soirée de rencontres pour les cas particuliers le 12 juin. Le Plan d'urbanisme révisé devrait être adopté en janvier 2019.

Au cours des prochaines semaines, chaque foyer recevra un résumé de ce plan par la poste. Le Plan d'urbanisme constitue le document officiel le plus important en matière de planification de l'aménagement du territoire. Il s'agit d'un outil au service de

la collectivité, qui annonce les grandes intentions de la Ville en matière d'urbanisme. À noter que les projets de règlement entérinés la semaine dernière peuvent être consultés sur le microsite boucherville.ca/urbanisme, sous l'onglet Documentation. Les citoyens et groupes d'intérêt ont jusqu'au 10 août 2018 pour déposer des mémoires et des commentaires via le microsite Web de la refonte et s'exprimer une dernière fois avant l'adoption des règlements.

Déjeuner du maire du 5 mai à l'école secondaire De Mortagne

La Ville de Boucherville vous convie au Déjeuner du maire qui se tiendra à l'école secondaire De Mortagne le 5 mai prochain à 9h.

Le Déjeuner du maire est l'occasion pour les résidants de connaître les dernières actualités et activités municipales et d'échanger avec les membres du conseil municipal autour d'un petit déjeuner continental tout en découvrant ou redécouvrant des lieux publics de Boucherville.

50e anniversaire de l'école secondaire De Mortagne

2018 marque le 50e anniversaire de l'école secondaire De Mortagne. Tout au long de l'année, plusieurs événements

seront organisés afin de mettre en valeur l'établissement ainsi que les élèves, les enseignants et les employés qui y ont fait leur passage. Venez découvrir ce qui vous attend dans le cadre des festivités.

De plus, savez-vous que depuis sa construction en 1968, l'établissement a accueilli plus de 100 000 élèves? Profitez du Déjeuner du maire pour venir rencontrer des représentants de l'école qui vous en diront davantage sur les opportunités pédagogiques et sportives qui s'offrent aux étudiants.

C'est donc un rendez-vous le 5 mai prochain! Prenez note que les portes ouvriront à compter de 8h30.



En bref de la séance du conseil municipal de Boucherville

Daniel **Hart**

Plusieurs contrats de travaux publics ont été attribués lors de la séance mensuelle du conseil municipal la semaine dernière. Au départ, ce fut pour la réfection des rues Hélène-Boullé et Darontal dont les travaux s'élèveront à 3,3 M\$. Un sentier sera aménagé au parc de la Futaie; il s'agit d'une dépense de 659 250\$. Un autre projet, cette fois au parc de Brouage, nécessite un investissement de 544 535\$; il s'agit de l'installation d'un jeu d'eau et du réaménagement des jeux existants. Dans le secteur industriel de nouveaux branchements seront construits à l'un des immeubles de Brider, ce qui coûtera 28 628\$. Par ailleurs, la Ville investira 100 000\$ cette année dans le traitement des frênes sur le territoire de la municipalité.

La Ville prévoit permettre aux enfants de jouer dans la rue entre 9 h et 21 h, à l'extérieur des zones comportant des courbes et intersections, dans le respect de la quiétude du voisinage. Ce projet requiert l'inscription de la rue à la municipalité.

Le conseil municipal a autorisé la tenue de la Course commémorative Julien Robitaille. L'événement se tiendra le dimanche 9 septembre prochain. Aucune fermeture de rue n'est prévue lors de cette activité.

La municipalité aménagera à ses frais une piste d'athlétisme de même qu'un terrain de soccer à 11 joueurs comprenant deux terrains de soccer à 7 joueurs et deux terrains de basketball sur le site de l'école secondaire de Mortagne. L'aménagement de ces infra-

structures portera l'inscrit à l'intérieur d'un protocole d'entente avec la Commission scolaire de Patriotes, à la suite d'un échange de terrains entre les parties.

Le prochain Déjeuner du maire se tiendra le samedi 5 mai à l'école secondaire de Mortagne. Cet établissement scolaire souligne son 50^e anniversaire cette année.

Legs

La Corporation des fêtes 2017 a déposé à la Ville son acte de donation, une longue liste de legs qu'elle cède à la municipalité. Celle-ci comprend au chapitre des infrastructures les résultats des travaux de réaménagement et la nouvelle configuration du parc patrimonial de même que le nouvel aménagement de l'entrée de l'hôtel de ville qui est la conséquence de l'intervention de la Corporation auprès des instances gouvernementales. Avoisinant la mairie se trouvent le sentier patrimonial des concessionnaires avec ses luminaires, ses bancs, ses trois panneaux de personnages, quatre panneaux d'interprétation et 38 arbres identifiés individuellement en plus du mât commémoratif autochtone et sa plaque.

Parmi les éléments symboliques de taille figurent la statue de bronze de Pierre Boucher et sa plaque face à l'entrée de l'hôtel de ville. À l'arrière du centre multifonctionnel prend place la fontaine du 350^e au cœur du lac de rétention ainsi que son panneau d'interprétation. À l'entrée de cet établissement, une œuvre de l'artiste peintre Myrtha Pelletier illustre la famille d'hier et d'aujourd'hui.

Des végétaux s'ajoutent à la liste de legs: l'arbre dit des Séguin de même qu'une haie de

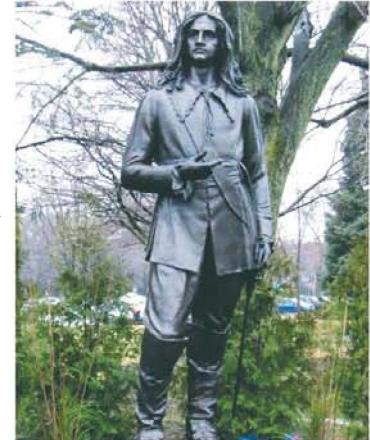
350 arbres située au Parc de la Frayère ayant été mise en sol par des élèves du primaire.

Beaucoup d'œuvres d'art sont comprises dans l'acte de donation: une murale contrepointe offerte par le Cercle des fermières, un tableau intitulé La famille, œuvre de l'artiste peintre Myrtha Pelletier, un autre donné par la Ville de Trois-Rivières, un tableau collectif réalisé avec le concours de Roger Renaud, un tableau remis par la famille Desmartheau et un autre provenant de la Ville de Longueuil. Toujours parmi les œuvres d'art se joint aux autres dans la statue en bois de Pierre Boucher actuellement exposée à la bibliothèque municipale de Boucherville et provenant de Mortagne-au-Perche.

Autres biens

La longue liste comporte en outre divers souvenirs des festivités de 2017: deux mille brochures de 36 pages sur la vie de Pierre Boucher, quelques centaines de livres Boucherville au fil du temps, sept vidéos spécialisées, trois séries de neuf Rolls up en rapport avec l'exposition sur les transports à travers le temps, une rampe de lancement de course de boîtes à savon, deux capsules temporelles enterrées au sentier patrimonial, un cadre photo booth actuellement installé en face du centre Mgr-Poissant, un ensemble d'archives audio et vidéo sur les fêtes du 350^e, de même qu'un nombre indéterminé de costumes d'époque ayant servi à la personnalification des personnages de la famille de Pierre Boucher et divers biens mobiliers de l'ératariat ayant fait l'objet d'un choix préalable par les autorités de la Ville.

Au moment de la dissolution imminente



Parmi les legs de la Corporation des fêtes 2017 figurent la statue de bronze de Pierre Boucher et sa plaque face à l'entrée de l'hôtel de ville. Ajoutons que l'organisme a obtenu la reconnaissance officielle de Pierre Boucher comme personnage historique du Québec par les autorités gouvernementales québécoises.

de la Corporation, et après paiement des créances et de la fermeture des comptes bancaires de l'organisme, le solde bancaire, évalué à plus ou moins 25 000\$, sera remis inconditionnellement à la Ville.

Au-delà de l'aspect matériel, un fait demeure: la Corporation de la fête 2017 a obtenu la reconnaissance officielle de Pierre Boucher comme personnage historique du Québec par les autorités gouvernementales québécoises.

Ramené à la vie grâce à l'appareil

Un citoyen offre un défibrillateur au centre Dek Hockey

Diane Lapointe

Victime d'un arrêt cardiaque alors qu'il jouait au hockey cosom à l'école secondaire Gérard-Filion, à Longueuil, Jean-Philippe LaRose a été réanimé sur place grâce à ses amis qui ont immédiatement procédé aux manœuvres de réanimation cardiorespiratoire, tandis qu'un autre s'est empressé d'aller chercher le défibrillateur dont était équipée l'institution.

Maintenant en grande forme, celui qui a frôlé la mort veut faire la promotion de cet équipement dans les endroits publics. La semaine dernière, il a même fait le don d'un défibrillateur au centre Dek Hockey de Boucherville.

Rien n'avait laissé présager cet événement survenu en décembre 2017 puisque quelques semaines plus tôt, lors d'une visite de routine, la cardiologue de l'homme de 37 ans lui avait indiqué que son bilan de santé était normal.

Chanceux dans sa malchance, une seule décharge a suffi pour ramener à la vie ce père de trois jeunes enfants.

Mission

Alors hospitalisé à l'Institut de cardiologie de Montréal, M. LaRose a raconté son histoire sur Facebook, en insistant sur l'importance de suivre des cours de réanimation

cardiorespiratoire (RCR) et de doter les lieux publics de défibrillateur externe automatisé (DEA), surtout là où il y a des plateaux de sport.

Son message a été viral, et la compagnie Dallaire Médical, qui avait équipé l'école où il jouait, l'a contacté pour lui offrir un défibrillateur.

Les établissements publics équipés de DEA à Boucherville

- Centre Mgr-Poissant
- Bibliothèque
- Café centre d'art
- Chalet de tennis
- Centre multifonctionnel Francine-Gadbois
- Maison des jeunes La Piaule
- Hôtel de ville
- Ateliers municipaux - Travaux publics
- Piscine Paul-VI
- Cercle social Pierre-Boucher
- Complexe aquatique Laurie-Eve-Cornier (3)
- Complexe sportif Duval Auto (3)
- École secondaire De Mortagne (2)
- Les sept écoles primaires de la Commission scolaire des Patriotes

brillateur, lequel serait installé à un endroit significatif pour lui.

M. LaRose qui habite Laprairie a décidé de faire don de l'appareil d'une valeur de 1500\$ au centre Dek Hockey de Boucherville, dont le copropriétaire est un ami et un ancien voisin. «Comme un arrêt cardiaque peut frapper n'importe quand et n'importe où, j'en suis bien la preuve, je me dis qu'équiper un centre

comme celui-là, où plusieurs personnes pratiquent une activité sportive intense, pourrait contribuer à sauver une vie.»

Selon la Fondation du cœur et de l'AVC, un arrêt cardiaque survient toutes les 13 minutes au pays, et moins de 10 % des victimes y survivent. C'est pourquoi elle veut, elle aussi, sensibiliser la population à l'importance des DEA.

Le don a été effectué le 10 avril dernier, durant la semaine de sensibilisation à l'importance des DEA. Jocelyn Décaray, copropriétaire et directeur du Complexe Hockey Balle LHC SQ, s'est dit très reconnaissant, lui

qui projetait acquérir cet équipement médical. Le centre Dek Hockey de Boucherville accueille chaque semaine quelque 1000 joueurs, âgés de 5 à 55 ans.

Jocelyn Décaray, copropriétaire et directeur du Complexe Hockey Balle LHC SQ, Jean-Philippe LaRose, survivant d'un arrêt cardiaque, Mathieu Dallaire, président de Dallaire médical, et Vince Gervais, représentant de Zoll.



(mention de source: Béatrice Trudeau-Daquette)



1968-2018

De Mortagne,
plus qu'une école

souligne certains parcours

**Pierre Moreau,
ministre de l'Énergie
et des Ressources naturelles**

Le ministre Pierre Moreau a fréquenté l'école secondaire De Mortagne au début des années 1970. Ce qui l'a le plus frappé lors de son entrée, c'est l'immensité de l'édifice.

« Moi qui avais fait mon primaire à l'école Ludger-Duvernay, à Verchères, et mes première et deuxième années du secondaire à l'école Marie-Victorin, à Varennes - deux écoles de taille similaire -, je me demandais comment on pouvait concentrer autant d'élèves et assurer une éducation de qualité dans un si grand établissement, tel que De Mortagne.

J'étais également impressionné par l'ensemble des équipements. L'école était jeune, et il y avait des laboratoires très bien équipés, surtout celui de chimie. Je me rappelle de la radio étudiante qui diffusait dans la cafétéria et des danses les vendredis. C'était pour moi qui étais un peu de la campagne - de Verchères -, l'initiation à la modernité. C'était mon passage d'une époque à une autre. Je me souviens des gens qui ont marqué cette école, notamment Mme St-Louis, qui était la



Pierre Moreau est ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre responsable du Plan Nord et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

directrice du quatrième secondaire; M. Lafrance, professeur de français; Mme Castonguay, enseignante d'anglais; M. Busière, professeur d'éducation physique; le gardien de sécurité qui avait pour surnom «Manic»; et Mme Good, professeur d'histoire, qui avait vécu des moments très difficiles à la suite d'un épisode de violence à l'école. (Elle avait été atteinte par un projectile d'arme à feu tiré par un élève.) J'ai connu là des gens avec qui j'ai noué de belles amitiés. Il y a quelques noms que j'ai aussi en mémoire, soit parce que nous avons fait ensemble les 400 coups, ou la bringue.»

Diane Lapointe

**Soirée théâtre 26 avril 2018 - Petit déjeuner compris -
Pour réserver 450-655-7311 poste 11702**

**Stéphane Bergeron,
député de Verchères**

Le député Stéphane Bergeron avoue sans détour que c'est à De Mortagne qu'il a commencé à apprécier l'école. Il y a fait tout son secondaire, de 1977 à 1982.

« Bien que j'aie toujours eu de bons résultats (ma mère étant extrêmement exigeante sur la qualité des résultats scolaires), l'amour pour l'école s'est développé au fil des ans, et c'est surtout en cinquième secondaire que j'ai «pongé» la piqûre.



Stéphane Bergeron a été député fédéral, ministre de la Sécurité publique et est maintenant, par ailleurs, vice-président de la Commission des institutions, porte-parole de l'opposition officielle en matière de sécurité publique, de relations internationales et de Francophonie.

J'ai toujours en tête l'amour du métier des enseignants et leur désir de voir leurs élèves réussir. Certains enseignants m'ont d'ailleurs marqué. Ils ont probablement eu une incidence sur ce que je suis devenu, non pas comme politicien, car je n'avais pas prévu l'être, mais sur le choix que j'ai fait au niveau des études supérieures. Louis Daigneault, enseignant en histoire contemporaine, a eu une influence sur mon choix de me diriger en relations internationales à l'université. D'autres professeurs, dont Jacques Lebrun, enseignant en géographie, ainsi que Marcelle Desmarais, enseignante en mathématiques - matière que je n'appréciais pourtant pas particulièrement - ont également marqué mon cheminement.

Le milieu scolaire lui-même a aussi été déterminant pour moi. Avant la cinquième secondaire, je me suis notamment impliqué au journal étudiant. À la fin de mon parcours secondaire, j'ai décidé de me joindre à l'équipe de football qui était alors en gestation à l'école. Ce fut un virage des plus bénéfiques quant à mon appréciation de mon passage à De Mortagne.

J'en ai donc conservé d'excellents souvenirs, à tel point que nous avons fait le choix d'envoyer notre fille à l'école publique.» M. Bergeron est bachelier en science politique, profil relations internationales, en plus de détenir une maîtrise en science politique, spécialisée en relations internationales.

Diane Lapointe

Desjardins
Caisse de Boucherville



Legion

Filière 266
Pierre-Boucher
de Boucherville

La Relève



DUVAL
DEPUIS 1919

**LES AUTOBUS
BOUCHERVILLE INC.**

170

Des professeurs frappés et insultés à l'école

Un enseignant sur deux touché dans trois commissions scolaires de la Rive-Sud

DOMINIQUE SCALI

Mardi, 24 avril 2018 01:00

MISE à JOUR Mardi, 24 avril 2018 01:00

Une élève qui poursuit son prof en brandissant des ciseaux. Un autre qui donne un coup de poing en plein visage à une intervenante. Plus de la moitié des enseignants de la Rive-Sud de Montréal sont victimes ou témoins de ce genre de violence au quotidien, révèle un sondage.

« Crise de folle » est le genre d'insulte que Martine a l'habitude de recevoir de la part d'un de ses élèves. Parfois, il lui lance un cahier à la tête, des crayons ou une boîte à lunch. Elle préfère taire son vrai nom, de peur de perdre son emploi.

« Dans la classe d'à côté, un élève a donné un coup de poing en plein visage à une éducatrice spécialisée. Moi-même, j'ai mangé des coups à la mâchoire en voulant aider une collègue avec un enfant désorganisé. »

Elle enseigne pourtant dans une classe ordinaire au sein d'une école primaire d'un quartier moyennement favorisé de la Rive-Sud.

Ce genre de situations, la majorité des enseignants en ont vécu, révèle un sondage réalisé auprès de 500 personnes qui travaillent dans les écoles des commissions scolaires Marie-Victorin, des Patriotes et Vallée-des-Tisserands.

Un enseignant sur deux a été victime ou témoin de violence physique dans la dernière année. La proportion grimpe à trois sur quatre quand on se penche sur la violence verbale.

Par ce sondage, le Syndicat de Champlain souhaite dénoncer le manque de « leadership » des directions et commissions scolaires, et interroger le ministère de l'Éducation. Une campagne intitulée *Pu capable* sera d'ailleurs lancée aujourd'hui.

Ce portrait reflète probablement la réalité dans l'ensemble des écoles du Québec, croit Éric Gingras, président du syndicat. « Maintenant, vous allez faire quoi ? »

Banalisés

La recrudescence de la violence envers le personnel scolaire est un phénomène que M. Gingras observe depuis une dizaine d'années. Ce qui est nouveau, c'est que ces incidents sont de plus en plus niés ou banalisés par les directions d'école, remarque-t-il.

« Des profs se font dire : ce n'est pas si pire. C'est un enfant [de maternelle]. Il ne lance pas aussi fort qu'en 6e année. »

Plus d'un sur trois (37 %) a d'ailleurs l'impression que son employeur ne prend pas les moyens nécessaires pour empêcher cette violence.

Or, certains incidents sont si graves ou si répétitifs que des enseignants peuvent vivre un choc post-traumatique et en viennent à craindre d'entrer dans leur classe (*voir citations*). Certains vont tomber en maladie, alors que les écoles sont déjà en pénurie de personnel.

« Grafigne »

« J'ai beau savoir que l'élève ne cherche pas à me faire du mal et que je ne dois pas le prendre personnel. Mais je reste humaine. Ça me fait une grafigne [psychologique] », témoigne Martine.

VIOLENCE À L'ÉCOLE

Proportion d'enseignants victimes ou témoins :

■ **Violence physique** : 57 %

■ **Violence verbale** : 77 %

TÉMOIGNAGES D'ENSEIGNANTS*

« Une élève m'a fait des menaces de mort : "Je vais te poignarder." Elle s'est avancée vers moi avec des ciseaux à la main et elle a tenté de m'atteindre. Elle a couru après moi dans le corridor pour me blesser. »

– école secondaire, janvier 2017

« Un élève [...] sort et prend une pelle pour enfant qui est accrochée dans le corridor et il me frappe aux côtes. »

– école primaire, janvier 2018

« Lors de la récréation, j'interviens auprès d'un enfant qui agresse d'autres enfants [...] Il me donne de multiples coups à la tête. J'ai été transportée en ambulance, je suis en arrêt de travail : commotion cérébrale et choc psychologique. »

– école primaire, mars 2018

« Je ne peux plus vivre dans une atmosphère de travail aussi inquiétante et peu sécurisante [...] Je suis à bout de tout ça ! »

– école primaire, novembre 2017

*Tirés de déclarations d'enseignants, de techniciens ou d'éducateurs en service de garde sur des événements reliés à la santé et la sécurité au travail.



Violence et intimidation : des enseignants lancent un cri du cœur

Par 98,5 FM

24 avril 2018 08:26

Modifié le : 24 avril 2018 08:28

[Facebook](#)

[Twitter](#)

[Courriel](#)



13:00

15:00

Des enseignants de la Rive-Sud de Montréal lancent une campagne contre la violence et l'intimidation, dont ils sont victimes dans les écoles.

Selon un sondage commandé à Léger par le syndicat de Champlain, 51 % du personnel affirme avoir été témoin ou victime de violence physique et 71 % de violence verbale au cours des deux dernières années.

Le syndicat ajoute que les directions d'écoles et des commissions scolaires ne jouent pas leur rôle lorsqu'il y a des dénonciations.

Pour cette campagne de sensibilisation, le syndicat a publié une vidéo et mis sur pied un site Internet **Pu capable**.

Le syndicat de Champlain est présent dans **les commissions scolaires des Patriotes, Marie-Victorin et de la Vallée-des-Tisserands**.

Voici la vidéo :



Violence et intimidation : des enseignants lancent un cri du coeur

Par 98,5 FM

24 avril 2018 08:26

Modifié le : 24 avril 2018 08:28

[Facebook](#)

[Twitter](#)

[Courriel](#)

[ÉMISSIONS](#)

[ANIMATEURS](#)

[CONCOURS](#)

[ÉVÈNEMENTS](#)



Pexels.com

Des enseignants de la Rive-Sud de Montréal lancent une campagne contre la violence et l'intimidation, dont ils sont victimes dans les écoles.

Selon un sondage commandé à Léger par le syndicat de Champlain, 51 % du personnel affirme avoir été témoin ou victime de violence physique et 71 % de violence verbale au cours des deux dernières années.

Le syndicat ajoute que les directions d'écoles et des commissions scolaires ne jouent pas leur rôle lorsqu'il y a des dénonciations.

Pour cette campagne de sensibilisation, le syndicat a publié une vidéo et mis sur pied un site Internet [Pu capable](#).

Le syndicat de Champlain est présent dans les commissions scolaires des Patriotes, Marie-Victorin et de la Vallée-des-Tisserands.

Voici la vidéo :

Réseau parlé ▾

[ACTUALITÉS](#)

[SPORTS](#)



Drainville PM

12:00

15:00



DRAINVILLE PM

Mardi 24 avril 2018



Une nouvelle campagne pour dénoncer la violence envers nos enseignants. Que fera le GVT du QC?

Pour écouter l'entrevue avec Éric Gingras, président du syndicat de Champlain.

La CSP et ses secteurs sont nommés.

[Cliquez ici](#)

Durée de l'entrevue : 9 min. 36 secondes.

Accueil / Actualités / Grève évitée dans le transport scolaire sur la Rive-Sud

GRÈVE ÉVITÉE DANS LE TRANSPORT SCOLAIRE SUR LA RIVE-SUD



Aimée Lemieux

le 23 avril à 15:00

Les chauffeurs d'Autobus Rive-Sud division Longueuil et Sainte-Julie ont voté à l'unanimité en faveur d'un nouveau contrat de travail. La grève générale illimitée des transporteurs scolaires, qui aurait touché près de 2500 élèves **des commissions scolaires Marie-Victorin et des Patriotes, est évitée.**

Le syndicat des Teamsters, qui représente ces chauffeurs d'autobus, se réjouit de cette issue. Il s'agit de «deux des meilleurs contrats dans l'industrie», selon l'organisation.

À Sainte-Julie, la nouvelle convention collective, d'une durée de trois ans, prévoit des augmentations salariales de 7,5 % pendant toute la durée du contrat. Une journée de congé de maladie supplémentaire a également été obtenue.

Les salariés d'Autobus Rive-Sud division Longueuil ont négocié une augmentation salariale de 11,5 % par année pour une durée de 5 ans, ainsi qu'un congé de maladie additionnel.

Les deux contrats de travail « permettront un certain rattrapage », indique le communiqué de Teamsters.

Rappelons que les débrayages devaient commencer le 23 avril pour une durée indéterminée. Le transport scolaire a finalement été maintenu, lundi, par les chauffeurs d'Autobus Rive-Sud.

Le salaire était au cœur du litige.



Émission *Dans la Vallée*, épisode 121, semaine du 23 avril 2018

De : 1 min. 28 sec. à 7 min. 20 sec.

Mentions

- 1- Secondaire Mont-Bruno (entrepreneuriat, service de bar laitier)
- 2- Secondaire Le Tremplin à Chambly (trousse de départ en appartement)

<http://www.tvr9.com/emissions-en-ligne/dans-la-vallee/item/dans-la-vallee-episode-121-semaine-du-23-avril-2018>



LE JOURNAL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU

Beloeil 23 avril 2018 | 13°C

[Accueil](#) › [Sports](#) › Salomé Boissonneault maintient l'excellence

20 AVRIL 2018

Salomé Boissonneault maintient l'excellence

Par: Denis Bélanger



Salomé Boissonneault

La nageuse synchronisée de Mont-Saint-Hilaire Salomé Boissonneault a récemment obtenu une bourse d'excellence académique de 2000 \$ dans le cadre de 26e édition du programme

de bourses Banque Nationale, en collaboration avec la Fondation de l'athlète d'excellence (FAEQ).

L'athlète de 17 ans a obtenu de très bons résultats sur sa feuille de route. Elle revendique à l'échelle canadienne une 5e place en solo, une 4e en figures imposées et une 3e en équipe. Pour le Québec, elle a obtenu le premier échelon en solo. Puissante et explosive, la FAEQ dit que Boissonneault affiche de plus une belle éthique de travail. Son extension et sa souplesse font l'objet d'une attention particulière de sa part. Elle tentera d'obtenir son laissez-passer pour les Jeux du Canada de 2019 au sein de l'équipe du Québec et vise aussi les programmes des formations nationales.

Elève de 5e secondaire à [l'école De Mortagne](#), Salomé Boissonneault maintient une moyenne académique de 86 %. Elle a aussi un intérêt marqué pour les sciences et s'intéresse aux métiers de dentiste ou de pharmacienne. Ajoutons que Salomé n'est pas la seule athlète de haut niveau dans sa famille. Sa sœur Rosalie a récemment obtenu elle aussi une bourse de l'un des programmes de la FAEQ.

[Facebook](#)[Twitter](#)[Pinterest](#)[Plus d'options...](#)

Denis Bélanger
dbelanger@oeilregional.com



[Consulter tous les articles de Denis Bélanger](#)

À LA UNE



LE MONTARVIL LLOIS

LES ACTUALITÉS DE SAINT-
BRUNO-DE-MONTARVILLE

Pas de grève dans le transport scolaire sur le territoire de la CSP aujourd’hui

TOPICS: Autobus Commission Scolaire Des Patriotes CSP Écoles Entente Transport Scolaire



POSTED BY: LE MONTARVILLOIS 04/23/2018

Partagez! 

Les chauffeurs syndiqués des divisions de Longueuil et Sainte-Julie ont accepté lors de votes qui se sont tenus hier, les offres de l'employeur.

Les grèves, qui auraient touché aujourd’hui les élèves des commissions scolaires des Patriotes,

Marie-Victorin et de Montréal (transport adapté) ont donc été évitées.

Les chauffeurs de la division Sainte-Julie ont approuvé à l'unanimité leur nouveau contrat de travail de 3 ans qui prévoit des augmentations salariales totalisant 7,5 %, ainsi qu'une journée de congé de maladie supplémentaire et leurs collègues de la division Longueuil ont approuvé à 70 %, un contrat de travail de 5 ans qui prévoit des augmentations salariales totalisant 11,5 %, ainsi qu'une journée de congé de maladie supplémentaire.

Pour le moment, il n'y a pas encore eu d'entente chez Autobus Bruno-É. Grisé Transport inc. Mais aucun avis de grève n'avait été émis pour cette semaine par les travailleurs syndiqués de ce transporteur.

Les élèves de l'Impact ont « slamé » avec MC June



Diane Lapointe

Diane.Lapointe@lareleve.qc.ca

(mailto:Diane.Lapointe@lareleve.qc.ca)

Le lundi 23 avril 2018, 11h46



L'atelier met la poésie des temps modernes à la portée des jeunes. Les participants sont amenés à écrire des poèmes et à slammer devant leurs pairs. Ici, on reconnaît Jérémy Roy qui rédige un slam coaché par MC June.

Des élèves de l'école orientante l'Impact ont été initiés au slam avec la visite, la semaine dernière, de MC June. Une belle façon de les motiver à prendre la plume.

Le slameur et rappeur a animé trois ateliers auprès d'élèves de troisième secondaire des groupes de l'enseignante Carmel Bouchard.

Durant ces périodes, MC June a slamé et parlé de son métier. Il a amené les élèves à réfléchir sur certains thèmes, à jouer avec les mots pour les inspirer et pour finalement les inviter à écrire un slam. MC June leur a également révélé, entre autres, que lorsqu'il était au secondaire, le français était la matière la plus difficile pour lui, alors qu'aujourd'hui, il offre des ateliers d'écriture. Il a de plus insisté sur l'importance de bien connaître l'orthographe ainsi que la langue anglaise.

« Pour certains élèves, c'était la première fois qu'ils componaient un texte poétique, expressif, et surtout avec intérêt », a mentionné Mme Bouchard. Elle avait fait une demande auprès de l'organisme Culture pour tous dans le cadre du programme Passeur de rêves, pour inviter l'artiste. « On les a amenés à écrire. Ils n'ont pas senti de contraintes, ça coulait tout seul et ils étaient libres de choisir le sujet. Ce type d'activités contribue à motiver les élèves et à contrer le décrochage», souligne-t-elle.

D'autres élèves de l'école se sont par la suite joints à l'artiste pour faire du freestyle et slamer. Questionné sur l'impact de ses ateliers, MC June a expliqué qu'il ne pouvait le constater sur le moment, mais parfois plus tard. « Il m'est arrivé de remettre en question la pertinence de mes ateliers, jusqu'au jour où j'ai rencontré une professeure qui m'a raconté qu'à la suite de mon passage à l'école de sa fille, en cinquième année du primaire, celle-ci a pris goût à l'écriture. Aujourd'hui, elle compose plein de slams, alors qu'elle n'avait jamais écrit. J'ai trouvé ça cool, et j'ai réalisé que ce sont des trucs que tu envoies dans l'univers et qui font leur cheminement.»

Depuis 2010, MC June a donné plus de 180 performances scéniques et plus de 500 ateliers en milieu scolaire, centres jeunesse, maisons des jeunes, centres pour personnes âgées et bibliothèques, au Québec, mais aussi aux États-Unis, en Autriche, Suisse, Arménie et Russie.



Transport scolaire : grève dans certains secteurs du Grand Montréal

Publié le dimanche 22 avril 2018 à 15 h 23

Mis à jour le 23 avril 2018 à 8 h 18



Les parents d'environ 4000 élèves fréquentant les écoles des commissions scolaires des Trois-Lacs, à Vaudreuil-Dorion, et Lester-B.-Pearson, à Dorval, doivent trouver des solutions pour reconduire leurs enfants à l'école lundi, en raison d'une grève générale illimitée des chauffeurs d'autobus desservant ces secteurs.

Les grévistes sont des travailleurs des Autobus Lucien Bissonnette, syndiqués par les Teamsters, qui sont mécontents des dernières offres salariales reçues de leur

employeur. Ces offres, jugées insuffisantes, ont été rejetées à 78 % en assemblée générale.

« C'est la première grève depuis plus de trois décennies, donc les travailleurs sont très déçus de la tournure des événements », a commenté lundi matin le directeur des communications des Teamsters, Stéphane Lacroix. « Mais là, ils sont contraints de le faire pour la simple et unique raison que les offres patronales sont tellement insuffisantes que ça n'égale même pas l'indice des prix à la consommation. »

« On offre des augmentations qui tournent autour de 1 %, 1,5 %, par année, ce qui est nettement insuffisant. L'indice des prix à la consommation, l'année dernière seulement, était de 1,8 %. Alors ces travailleurs, travailleuses, s'appauvrissent, et c'est la raison pour laquelle ils sont en conflit de travail. »

— Stéphane Lacroix, directeur des communications des Teamsters

Les chauffeurs d'autobus des deux commissions scolaires font actuellement entre 20 000 \$ et 25 000 \$ par année, précise M. Lacroix. Ils ont tenté d'éviter le conflit de travail, dit-il, mais en vain. Un préavis de grève lancé il y a plusieurs semaines n'a rien changé à la situation.

« On a tenté des réunions de la dernière chance, repoussé la grève, mais ça n'a rien donné », résume-t-il. « Les négociations sont dans une impasse au moment où on se parle. »

Selon Stéphane Lacroix, il y a un risque que le conflit de travail pourrait s'installe dans la durée

« On prévoit que s'il y a une convocation de rencontre pour reprendre les pourparlers, ça ne se fera pas avant plusieurs jours, si ça se fait. C'est une grève générale illimitée; on sait quand ça commence, on ne sait jamais quand ça se termine. »

— Auteur

Pas de grève sur la Rive-Sud

La grève a cependant été évitée chez deux transporteurs scolaires de la Rive-Sud, après que des chauffeurs d'autobus de Sogesco oeuvrant pour Autobus Rive-Sud à Sainte-Julie et à Longueuil eurent approuvé leur nouveau contrat de travail.

Les travailleurs de la division Sainte-Julie ont accepté à l'unanimité une nouvelle convention collective de trois ans comprenant des augmentations salariales de 7,5 %, tandis que les seconds ont approuvé à 70 % un contrat de travail de cinq ans assorti d'une hausse de salaire de 11,5 %.

Ces deux transporteurs desservent des écoles des commissions scolaires Marie-Victorin, Des Grandes Seigneuries et des Patriotes, mais aussi la Commission scolaire de Montréal pour le transport adapté..

« On parle d'augmentations de salaire de 3 %, de 2 % par année. Donc les transporteurs scolaires ont les argent pour payer les travailleurs et les travailleuses. Et c'est ce que les gens de Lucien Bissonnette lancent comme message ce matin », a commenté Stéphane Lacroix des Teamsters.

<http://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201804/20/01-5161874-greve-generale-illimitee-chez-certains-transporteurs-decoliers-lundi.php>

Grève générale illimitée chez certains transporteurs d'écoliers lundi?



Les transporteurs touchés seraient Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie et Autobus Rive-Sud division Longueuil, qui desservent en partie les commissions scolaires Marie-Victorin et des Patriotes, sur la Rive-Sud de Montréal, en plus du transport adapté de la Commission scolaire de Montréal.

Il en est de même chez Autobus Lucien Bissonnette, qui dessert en partie les commissions scolaires des Trois-Lacs, dans la région de Vaudreuil-Dorion, et Lester B. Pearson, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Cette possible grève, votée par des chauffeurs d'autobus d'écoliers membres du syndicat des Teamsters, affilié à la FTQ, avait déjà été reportée des 9 et 10 avril au lundi 23 avril, afin de donner une dernière chance à la négociation.

Vendredi, le syndicat des Teamsters ne pouvait encore dire avec certitude si la grève générale illimitée sera bel et bien déclenchée comme prévu, lundi matin.

Les dernières offres patronales doivent en effet être présentées aux membres concernés, samedi et dimanche. Ce sont donc eux qui décideront, ultimement, du maintien du mot d'ordre de grève lundi.

«Les rencontres avec les travailleurs n'ont pas eu lieu; les assemblées syndicales n'ont pas été tenues encore; ça va être ce week-end, samedi et dimanche. Et c'est à ce moment-là qu'on va être en mesure d'informer la population s'il y a effectivement une grève qui est déclenchée», a résumé au cours d'une entrevue avec *La Presse canadienne* Stéphane Lacroix, directeur des communications et des affaires publiques au syndicat des Teamsters.

Une éventuelle grève du transport scolaire n'affecterait pas la tenue des classes.

D'autres bientôt?

Un autre contingent de plus de 5000 élèves, cette fois en Outaouais, pourrait s'ajouter à compter du lundi suivant, le 30 avril. Ce sont les chauffeurs d'Autobus Campeau, qui desservent les commissions scolaires des Draveurs et des Portages-de-l'Outaouais, aussi syndiqués chez les Teamsters, qui ont déjà annoncé qu'ils amorceraient une grève générale illimitée à compter de cette date.

Dans tous les cas, la rémunération est au coeur du litige. Les chauffeurs d'autobus d'écoliers gagnent entre 20 000 \$ et 25 000 \$ par année, parfois moins. Et ils travaillent selon un horaire brisé, matin et en fin d'après-midi.

Les syndicats affirment que le fond du problème vient du fait que le ministère de l'Éducation n'octroie pas suffisamment d'argent aux commissions scolaires pour qu'elles signent des contrats satisfaisants avec leurs transporteurs privés. Ils demandent une enveloppe fermée et dédiée à cette fin.

Rencontre au sommet

Une rencontre a d'ailleurs eu lieu au sommet, plus tôt cette semaine, entre le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, la FTQ, le syndicat des Teamsters, la CSN et la Fédération des transporteurs par autobus - l'association qui regroupe la majorité des employeurs dans ce domaine.

«Nous jugions cette rencontre urgente, car la situation est grave. Les problèmes d'attraction et de rétention sont criants et les conditions de travail ne cessent de se détériorer», a déploré le président de la FTQ, Daniel Boyer. Il invite le gouvernement à «régler la situation une fois pour toutes» s'il reconnaît vraiment que le rôle des chauffeurs d'autobus d'écoliers est important.

Aussi, d'autres syndicats, affiliés à la CSN, consultent présentement leurs membres sur un éventuel mandat de grève.



Transport scolaire: deux grèves sur trois évitées, 4000 élèves touchés

AGENCE QMI

Dimanche, 22 avril 2018 18:42

MISE À JOUR Dimanche, 22 avril 2018 19:04

LAVAL – Deux des trois grèves qui devaient débuter dès lundi matin dans le milieu du transport scolaire sur la Rive-Sud de Montréal ont été annulées, mais quelque 4000 enfants seront tout de même privés d'autobus à Vaudreuil-Dorion et Dorval.

La cinquantaine d'employés d'Autobus Lucien Bissonnette, qui assure le transport d'enfants fréquentant des écoles des commissions scolaires des Trois-Lacs et Lester B. Pearson, ont rejeté dimanche les offres patronales. À moins d'une entente de dernière minute en soirée, ils déclencheront une grève générale illimitée lundi à 6 h, a expliqué le syndicat des Teamsters.

Les travailleurs, qui gagnent entre 20 000 et 25 000 \$ par année selon le syndicat, réclament une plus importante hausse salariale que celle proposée par leur employeur.

PUBLICITÉ

Par ailleurs, les parents d'élèves qui prennent les autobus des entreprises Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie et Autobus Rive-Sud division Longueuil peuvent pousser un soupir de soulagement. Les grèves, qui auraient touché environ 2500 enfants des commissions scolaires Marie-Victorin, **des Patriotes** et de Montréal (transport adapté), ont pu être évitées.

Du côté de la division Sainte-Julie, les syndiqués ont approuvé unanimement un nouveau contrat de travail de trois ans prévoyant une hausse de salaire totalisant 7,5 %, ainsi qu'une journée de congé de maladie supplémentaire.

Moins enthousiastes, les travailleurs de la division Longueuil ont tout de même appuyé, dans une proportion de 70 %, un contrat de travail de 5 ans qui prévoit des hausses salariales totalisant 11,5 %, ainsi qu'une journée de congé de maladie supplémentaire.

Le dossier du transport scolaire a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois alors que les travailleurs de plusieurs entreprises ont signé de nouveaux contrats de travail, parfois après avoir tenu quelques journées de grève.

Région de Montréal

Possible grève du transport scolaire lundi

Agence QMI | Publié le 21 avril 2018 à 07:22 - Mis à jour le 21 avril 2018 à 07:26



Trois commissions scolaires dans la région de Montréal pourraient être touchées par une grève dans le transport scolaire dès lundi.

Les chauffeurs d'Autobus Rive-Sud, des divisions Longueuil et Sainte-Julie, doivent décider au courant de la fin de semaine s'ils mettent en application ou non le mandat de grève dont ils se sont dotés. Selon des informations obtenues par l'Agence QMI, deux assemblées sont prévues pour permettre aux employés, associés au syndicat des Teamsters, de se prononcer sur la question.

L'entreprise fournit ses services aux commissions scolaires Marie-Victorin (Rive-Sud), des Patriotes (Montérégie) et la Commission scolaire de Montréal (transport adapté).

La grève devait avoir lieu les 8 et 9 avril derniers, mais elle a été repoussée in extremis par le syndicat au 23 avril. Les chauffeurs d'Autobus Lucien Bissonnette, qui dessert les commissions scolaires des Trois-Lacs (Vaudreuil-Soulanges) et Lester B. Pearson (Montréal), devaient aussi débrayer à ce moment.

Les deux entreprises transportent 8000 élèves.

Les négociations achoppent sur la question de la rémunération. La partie patronale propose une augmentation de 1 % par année, soit moins que la hausse de l'indice des prix à la consommation, évaluée à 1,8 %. Les chauffeurs d'autobus ont un salaire annuel allant de 20 000 \$ à 25 000 \$ par année, selon le syndicat.

D'autres grèves pourraient aussi avoir lieu dans d'autres régions.

Possible grève du transport scolaire lundi

AGENCE QMI

Samedi, 21 avril 2018 08:38

MISE À JOUR Samedi, 21 avril 2018 08:41

MONTRÉAL | Trois commissions scolaires dans la région de Montréal pourraient être touchées par une grève dans le transport scolaire dès lundi.

Les chauffeurs d'Autobus Rive-Sud, des divisions Longueuil et Sainte-Julie, doivent décider au courant de la fin de semaine s'ils mettent en application ou non le mandat de grève dont ils se sont dotés. Selon des informations obtenues par l'Agence QMI, deux assemblées sont prévues pour permettre aux employés, associés au syndicat des Teamsters, de se prononcer sur la question.

L'entreprise fournit ses services aux commissions scolaires Marie-Victorin (Rive-Sud), des Patriotes (Montérégie) et la Commission scolaire de Montréal (transport adapté).

— PUBLICITÉ —

La grève devait avoir lieu les 8 et 9 avril derniers, mais elle a été repoussée in extremis par le syndicat au 23 avril. Les chauffeurs d'Autobus Lucien Bissonnette, qui dessert les commissions scolaires des Trois-Lacs (Vaudreuil-Soulanges) et Lester B. Pearson (Montréal), devaient aussi débrayer à ce moment.

Les deux entreprises transportent 8000 élèves.

Les négociations achoppent sur la question de la rémunération. La partie patronale propose une augmentation de 1 % par année, soit moins que la hausse de l'indice des prix à la consommation, évaluée à 1,8 %. Les chauffeurs d'autobus ont un salaire annuel allant de 20 000 \$ à 25 000 \$ par année, selon le syndicat.

D'autres grèves pourraient aussi avoir lieu dans d'autres régions.

ENERGIE 94.3

Menace de grève du transport scolaire dès lundi



(/auteur/Auteur/Andrée_Anne Barbeau-0x2d)
ANDRÉE-ANNE BARBEAU
samedi 21 avril 2018 - 10h11



Crédit photo : iStock / David_Niles



Des parents de milliers d'élèves devront peut-être trouver un plan B pour le transport de leurs enfants vers l'école, dès lundi.

À moins d'un revirement de situation, plusieurs transporteurs déclencheront une grève générale illimitée.

En Montérégie, les Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie et division Longueuil pourraient cesser de desservir les **commissions scolaires** Marie-Victorin et des **Patriotes**.

Autobus Lucien Bissonnette, responsable d'une partie du transport pour les commissions scolaires des Trois-Lacs (Vaudreuil-Dorion) et Lester B. Pearson (ouest de Montréal), ainsi que le transport adapté de la Commission scolaire de Montréal seraient aussi affectés par cette grève.

Les chauffeurs d'autobus affiliés aux Teamsters se prononceront sur ce mouvement de protestation samedi et dimanche.

La question du salaire est au coeur des négociations.

D'autres régions pourraient éventuellement être touchées par cette grève, notamment l'Outaouais dès le 30 avril.



QUI IRA À LA NOUVELLE ÉCOLE DE MONT-SAINT-HILAIRE?



Dans le cadre des travaux de construction de la nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire, la Commission scolaire des Patriotes (CSP) doit identifier les élèves qui y seront scolarisés. Pour ce faire, le Conseil des commissaires de la CSP vient d'autoriser une démarche de consultation afin de planifier la répartition des élèves entre les quatre écoles primaires de Mont-Saint-Hilaire et l'école primaire d'Otterburn Park qui accueilleront les élèves à compter de l'année scolaire 2019-2020.

QU'EST-CE QU'UN PLAN DE RÉPARTITION?

Chaque école de la CSP possède un territoire distinct comprenant un ensemble de rues déterminées. Il s'agit d'un plan de répartition des élèves entre les écoles d'un même secteur. Ainsi, chaque école devient l'école de secteur (de quartier) pour les élèves qui habitent ces rues. Avec l'ouverture d'une quatrième école primaire à Mont-Saint-Hilaire pour la rentrée 2019, la CSP doit revoir ce plan pour l'ensemble des municipalités de Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park afin de déterminer quelles rues appartiendront à la nouvelle école.

LA DÉMARCHE DE CONSULTATION

Les membres des conseils d'établissement et les parents des écoles primaires des deux municipalités pourront donner leurs avis et leurs commentaires à deux reprises au cours de la démarche de consultation qui se terminera le 8 juin prochain.

1re étape : du 24 avril au 9 mai

Quatre scénarios sont soumis à une étape de validation afin d'obtenir des commentaires et des propositions de modification de la part des membres des conseils d'établissement et des parents. Les scénarios sont disponibles sur le site de la CSP, sous la rubrique « Nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire ».

2e étape : du 18 mai au 8 juin

Les commentaires obtenus au cours de la 1re étape permettront d'élaborer une ou des hypothèses de plan de répartition des élèves entre les écoles primaires qui seront ensuite soumises à la consultation officielle. Les parents et les conseils d'établissement seront alors invités à donner un avis en faveur de l'une ou l'autre de ces hypothèses.

Comment les parents peuvent-ils participer aux deux étapes de consultation?

Les parents peuvent participer aux deux étapes de la consultation en faisant part de leur point de vue au conseil d'établissement de leur école ou en transmettant leurs commentaires par écrit à l'une des directions des écoles primaires de Mont-Saint-Hilaire et Otterburn Park.

Après analyse des avis reçus lors de la consultation officielle, les membres du Conseil des commissaires prendront une décision le 26 juin, qui sera annoncée sur le site Web de la CSP le 27 juin 2018. Le nouveau plan de répartition sera en vigueur à compter de l'année scolaire 2019-2020.

Pour plus de détails au sujet de cette démarche de consultation et afin de demeurer informés de l'état d'avancement des travaux de construction de la nouvelle école, consultez le csp.ca, sous « Nouvelle école primaire à Mont-Saint-Hilaire »

20 AVRIL 2018

Salomé Boissonneault maintient l'excellence

Par: Denis Bélanger

**Denis Bélanger**
dbelanger@oeilregional.com[Consulter tous les articles de Denis Bélanger](#)

Salomé Boissonneault

La nageuse synchronisée de Mont-Saint-Hilaire Salomé Boissonneault a récemment obtenu une bourse d'excellence académique de 2000 \$ dans le cadre de 26e édition du Programme

de bourses Banque Nationale, en collaboration avec la Fondation de l'athlète d'excellence (FAEQ).

L'athlète de 17 ans a obtenu de très bons résultats sur sa feuille de route. Elle revendique à l'échelle canadienne une 5e place en solo, une 4e en figures imposées et une 3e en équipe. Pour le Québec, elle a obtenu le premier échelon en solo. Puissante et explosive, la FAEQ dit que Boissonneault affiche de plus une belle éthique de travail. Son extension et sa souplesse font l'objet d'une attention particulière de sa part. Elle tentera d'obtenir son laissez-passer pour les Jeux du Canada de 2019 au sein de l'équipe du Québec et vise aussi les programmes des formations nationales.

Elève de 5e secondaire à l'école De Mortagne, Salomé Boissonneault maintient une moyenne académique de 86 %. Elle a aussi un intérêt marqué pour les sciences et s'intéresse aux métiers de dentiste ou de pharmacienne. Ajoutons que Salomé n'est pas la seule athlète de haut niveau dans sa famille. Sa sœur Rosalie a récemment obtenu elle aussi une bourse de l'un des programmes de la FAEQ.

Grève illimitée dans le transport scolaire lundi?

Par Lia Lévesque, La Presse canadienne
La Presse Canadienne



MONTRÉAL — À moins d'un revirement de dernière minute, plus de 6500 élèves qui fréquentent des écoles de cinq commissions scolaires de la grande région de Montréal seront touchés par une grève générale illimitée de transporteurs scolaires à compter de lundi matin.

Les transporteurs touchés seraient Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie et Autobus Rive-Sud division Longueuil, qui desservent en partie les commissions scolaires Marie-Victorin et **des Patriotes**, sur la Rive-Sud de Montréal, en plus du transport adapté de la Commission scolaire de Montréal.

Il en est de même chez Autobus Lucien Bissonnette, qui dessert en partie les commissions scolaires des Trois-Lacs, dans la région de Vaudreuil-Dorion, et Lester B. Pearson, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Cette possible grève, votée par des chauffeurs d'autobus d'écoliers membres du syndicat des Teamsters, affilié à la FTQ, avait déjà été reportée des 9 et 10 avril au lundi 23 avril, afin de donner une dernière chance à la négociation.

Vendredi, le syndicat des Teamsters ne pouvait encore dire avec certitude si la grève générale illimitée sera bel et bien déclenchée comme prévu, lundi matin.

Les dernières offres patronales doivent en effet être présentées aux membres concernés, samedi et dimanche. Ce sont donc eux qui décideront, ultimement, du maintien du mot d'ordre de grève lundi.

«Les rencontres avec les travailleurs n'ont pas eu lieu; les assemblées syndicales n'ont pas été tenues encore; ça va être ce week-end, samedi et dimanche. Et c'est à ce moment-là qu'on va être en mesure d'informer la population s'il y a effectivement une grève qui est déclenchée», a résumé au cours d'une entrevue avec La Presse canadienne Stéphane Lacroix, directeur des communications et des affaires publiques au syndicat des Teamsters.

Une éventuelle grève du transport scolaire n'affecterait pas la tenue des classes.

D'autres bientôt?

Un autre contingent de plus de 5000 élèves, cette fois en Outaouais, pourrait s'ajouter à compter du lundi suivant, le 30 avril. Ce sont les chauffeurs d'Autobus Campeau, qui desservent les commissions scolaires des Draveurs et des Portages-de-l'Outaouais, aussi syndiqués chez les Teamsters, qui ont déjà annoncé qu'ils amorceraient une grève générale illimitée à compter de cette date.

Dans tous les cas, la rémunération est au coeur du litige. Les chauffeurs d'autobus d'écoliers gagnent entre 20 000 \$ et 25 000 \$ par année, parfois moins. Et ils travaillent selon un horaire brisé, matin et en fin d'après-midi.

Les syndicats affirment que le fond du problème vient du fait que le ministère de l'Éducation n'octroie pas suffisamment d'argent aux commissions scolaires pour qu'elles signent des contrats satisfaisants avec leurs transporteurs privés. Ils demandent une enveloppe fermée et dédiée à cette fin.

Rencontre au sommet

Une rencontre a d'ailleurs eu lieu au sommet, plus tôt cette semaine, entre le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, la FTQ, le syndicat des Teamsters, la CSN et la Fédération des transporteurs par autobus — l'association qui regroupe la majorité des employeurs dans ce domaine.

«Nous jugions cette rencontre urgente, car la situation est grave. Les problèmes d'attraction et de rétention sont criants et les conditions de travail ne cessent de se détériorer», a déploré le président de la FTQ, Daniel Boyer. Il invite le gouvernement à «régler la situation une fois pour toutes» s'il reconnaît vraiment que le rôle des chauffeurs d'autobus d'écoliers est important.

Aussi, d'autres syndicats, affiliés à la CSN, consultent présentement leurs membres sur un éventuel mandat de grève.

Publié le 20 avril 2018 à 12h42 | Mis à jour le 20 avril 2018 à 13h45

Grève générale illimitée chez certains transporteurs d'écoliers lundi?



Vendredi, le syndicat des Teamsters ne pouvait encore dire avec certitude si la grève générale illimitée sera bel et bien déclenchée comme prévu, lundi matin.

Ivanoh Demers, La Presse

Lia Lévesque

La Presse Canadienne
MONTRÉAL

À moins d'un revirement de dernière minute, plus de 6500 élèves qui fréquentent des écoles de cinq commissions scolaires de la grande région de Montréal seront touchés par une grève générale illimitée de transporteurs scolaires à compter de lundi matin.

Les transporteurs touchés seraient Autobus Rive-Sud division Sainte-Julie et Autobus Rive-Sud division Longueuil, qui desservent en partie les commissions scolaires Marie-Victorin et des Patriotes, sur la Rive-Sud de Montréal, en plus du transport adapté de la Commission scolaire de Montréal.

Il en est de même chez Autobus Lucien Bissonnette, qui dessert en partie les commissions scolaires des

Trois-Lacs, dans la région de Vaudreuil-Dorion, et Lester B. Pearson, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Cette possible grève, votée par des chauffeurs d'autobus d'écoliers membres du syndicat des Teamsters, affilié à la FTQ, avait déjà été reportée des 9 et 10 avril au lundi 23 avril, afin de donner une dernière chance à la négociation.

Vendredi, le syndicat des Teamsters ne pouvait encore dire avec certitude si la grève générale illimitée sera bel et bien déclenchée comme prévu, lundi matin.

Les dernières offres patronales doivent en effet être présentées aux membres concernés, samedi et dimanche. Ce sont donc eux qui décideront, ultimement, du maintien du mot d'ordre de grève lundi.

«Les rencontres avec les travailleurs n'ont pas eu lieu; les assemblées syndicales n'ont pas été tenues encore; ça va être ce week-end, samedi et dimanche. Et c'est à ce moment-là qu'on va être en mesure d'informer la population s'il y a effectivement une grève qui est déclenchée», a résumé au cours d'une entrevue avec La Presse canadienne Stéphane Lacroix, directeur des communications et des affaires publiques au syndicat des Teamsters.

Une éventuelle grève du transport scolaire n'affecterait pas la tenue des classes.

D'autres bientôt?

Un autre contingent de plus de 5000 élèves, cette fois en Outaouais, pourrait s'ajouter à compter du lundi suivant, le 30 avril. Ce sont les chauffeurs d'Autobus Campeau, qui desservent les commissions scolaires des Draveurs et des Portages-de-l'Outaouais, aussi syndiqués chez les Teamsters, qui ont déjà annoncé qu'ils amorceraient une grève générale illimitée à compter de cette date.

Dans tous les cas, la rémunération est au cœur du litige. Les chauffeurs d'autobus d'écoliers gagnent entre 20 000 \$ et 25 000 \$ par année, parfois moins. Et ils travaillent selon un horaire brisé, matin et en fin d'après-midi.

Les syndicats affirment que le fond du problème vient du fait que le ministère de l'Éducation n'octroie pas suffisamment d'argent aux commissions scolaires pour qu'elles signent des contrats satisfaisants avec leurs transporteurs privés. Ils demandent une enveloppe fermée et dédiée à cette fin.

Rencontre au sommet

Une rencontre a d'ailleurs eu lieu au sommet, plus tôt cette semaine, entre le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, la FTQ, le syndicat des Teamsters, la CSN et la Fédération des transporteurs par autobus - l'association qui regroupe la majorité des employeurs dans ce domaine.

«Nous jugions cette rencontre urgente, car la situation est grave. Les problèmes d'attraction et de rétention sont criants et les conditions de travail ne cessent de se détériorer», a déploré le président de la FTQ, Daniel Boyer. Il invite le gouvernement à «régler la situation une fois pour toutes» s'il reconnaît vraiment que le rôle des chauffeurs d'autobus d'écoliers est important.

Aussi, d'autres syndicats, affiliés à la CSN, consultent présentement leurs membres sur un éventuel mandat de grève.

Partager 103

Tweeter

G+



© La Presse, Itée. Tous droits réservés.

LE JOURNAL DE CHAMBLY

Carignan : place au nettoyage du printemps !



Saïd Mahrady

smahrady@journaldechambly.com

mailto:smahrady@journaldechambly.com

Le vendredi 20 avril 2018, 18h00



C'est dans la bonne humeur que la corvée se déroulera à Carignan.

Crédit photo : archives

Petits et grands sont invités à un grand ménage printanier les samedi 21 et 28 avril afin de débarrasser Carignan des détritus après la fonte des neiges.

« C'est une initiative de la Ville faite conjointement avec les citoyens », commente Vicky Simms, qui avec Isabelle Martin, une autre citoyenne, va organiser la corvée du 21 avril dans les secteurs du Boisé du Parchemin, Henriette, Chemin Bellerive, et l'Île Goyer. Et pour la première fois cette année, il y aura aussi un nettoyage dans le secteur Carignan-Salières le samedi 28 avril, sous la responsabilité de la conseillère Stéphanie Lefebvre.

Au moment d'écrire ces lignes, Vicky Simms a reçu sur sa page Facebook la confirmation d'une vingtaine de participants. « Les gens vont venir sans nécessairement s'inscrire; certains le feront à la dernière minute. »

L'idée d'organiser une corvée date d'il y a cinq ans pour ce qui est du secteur du Parchemin. Faut-il conclure alors qu'il y a moins de déchets à ramasser ? « Oui, mais ils sont de natures différentes, observe Vicky Simms. Les premières années, il y en avait beaucoup plus et vu que le secteur était en développement, il y avait beaucoup de déchets de construction : éviers, matériaux divers, etc. »

Au cours des dernières années, ajoute la citoyenne, on retrouve une bonne quantité de papiers, de sacs en plastique, des bouteilles et autres objets.

Vicky Simms mentionne avoir été membre du comité consultatif sur l'environnement pendant longtemps pour constater que c'est « la prochaine génération » qui peut faire la différence en matière de respect à la nature. « Une chose à laquelle je crois fortement, c'est qu'il est beaucoup plus facile pour un enfant d'adopter un comportement que pour un adulte de changer le sien. » Elle cite l'exemple de la génération de sa mère où la notion du recyclage n'était pas dans les mœurs.

Volet pédagogique

Avec l'aide d'autres citoyens connaisseurs des questions de la faune et de la flore, Vicky Simms est en train de préparer des fiches explicatives de ce que pourraient trouver les enfants, les jeunes et les adultes au cours de la corvée. « Lors des nettoyages, on rencontre

toutes sortes de grenouilles, de couleuvres et de salamandres. Avec des fiches d'identification, on ferait d'une pierre deux coups. » Ces fiches d'identification seront imprimées par la municipalité qui va également fournir des sacs et des gants aux participants.

Elle souhaite également ajouter chaque année un volet interactif pour que « ça ne devienne pas juste une corvée, mais un événement ». Elle lance un appel aux organismes qui ont pour mandat de protéger l'environnement de faire partie du projet. **Une demande semblable a été acceptée par l'école du Parchemin**, dont une partie est adossée à un boisé. Nathalie Chenette, directrice de l'établissement, a indiqué en entrevue que l'information pour la corvée a été communiquée aux parents ainsi qu'aux enseignants.

Jusqu'à présent, l'organisatrice peut compter sur un bon nombre de citoyens, peut-être le même que celui de la dernière corvée, soit une quarantaine.

« L'an dernier, à la fin, les gens sont restés presque une heure à jaser. Il y avait même quelqu'un qui ne pouvait pas participer pour une raison de santé, qui avait apporté du café et des biscuits faits maison », raconte Vicky Simms en qualifiant d'agréable la rencontre entre voisins.

Aussi, afin d'assurer la réussite de la corvée, des commanditaires ont été approchés. Une dizaine ont accepté de contribuer chacun à sa façon. « On voulait encourager nos bénévoles, car ce n'est pas toujours évident : on s'en va marcher dans la boue quoique ça se déroule dans la bonne humeur. » En cas de pluie, la corvée se tiendra le lendemain.

Les deux rencontres auront lieu à 10 h. Information et inscription :

nettoyageparcheminoutlook.com